

Le colonel Léon, le tortionnaire des soldats, a assailli rue Leverrier, une passante et l'a féroceement brutalisée.

Le colonel continue dans la vie civile les brillantes prouesses qui lui ont valu la faveur gouvernementale.

Le libertaire

Administration : N. FAUGIER
72, rue des Frères, Paris (20)
(Chèque postal : N. Faugier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5 fr.	Trois mois... 7 fr.
Chaque postal : N. Faugier 1165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 67-73

VERS LE FASCISME

WEYGAND-TARDIEU

Tous les journaux vous ont appris la décision prise par Tardieu, d'élever le général Weygand, au commandement en chef de l'armée française.

Tous les gens de droite n'ont point caché la jubilation, où les mettait le décret, pris par le Président du Conseil. Ils s'en sont réjouis, d'ailleurs, avec quelque ostentation.

Cette nomination est lourde de menaces. On n'y a peut-être pas assez pris garde. Il serait oiseux de dire que le nom de Weygand est tout un programme. Chacun sait quels sont les états de service du rétro.

Weygand est sans contredit, un des généraux en activité les plus franchement réactionnaires. Militariste invétéré, il compte parmi les plus durs et les plus impitoyables que l'on connaisse.

De ses opinions ultra-conservatrices, du reste, il n'a jamais fait mystère. Toutes les prouesses de sa carrière militaire témoignent de son hostilité, violente, rageuse même, à toutes les formes d'affranchissement.

Sur l'initiative de Foch, dont il était le bras droit, Poincaré-Millerand lui confiaient en 1920 la mission de diriger les troupes polonaises contre l'armée soviétique.

Il s'acquitta de sa tâche avec ardeur. On eût dit que le double but qui animait le militaire et le réactionnaire qu'il était : gagner la bataille et l'emporter sur des « révolutionnaires », exacerberait son désir de vaincre.

C'est avec une science consommée de la guerre qu'il mena la lutte contre les Soviets. En très peu de temps, il couvrit le front polonais de soldats aguerris, armés d'un matériel moderne. Les troupes rouges, durent surtout leur échec, aux dispositions prises par Weygand.

Par la suite, il remplaça Gouraud en Syrie. Gouraud avait mené une politique conciliante, sans rigueur systématique comme sans exagération d'indulgence. Weygand, au point de vue psychologique, un type tout à fait à l'opposé de Weygand. Il n'avait rien de la morgue de ce dernier.

Gouraud, général vif, un peu je m'enfichiste, faisait en Syrie, dans le cadre évident des ordres reçus des gouvernements de la métropole, une politique qui, pour n'être point franchement conciliante, n'était ni agressive, ni défensive. Du reste, les indigènes s'accommodaient assez bien de la politique à la vanille du général Gouraud.

Gouraud fut rappelé. Et Weygand vint... Alors, ce fut une tout autre histoire, comme dit Kipling.

Weygand fit regretter Gouraud. Il n'avait point la débouaîeté paternelle de son prédécesseur. Cassant, guindé dans une raideur insolente, militaire pleinement pour tout dire, il ne tarda, par des mesures vexatoires, à s'aliéner l'élément indigène. Les provocations se suivirent sans trêve.

Weygand, par son autoritarisme revêche, ses initiatives désastreuses, et tous les crimes initiaux qu'il ordonna, se rendit impopulaire, au delà de ce que l'on saurait dire.

Son nom, pour les populations musulmanes, toujours confites en pratiques dévotieuses, et très sujettes aux accès de terreur sainte, était synonyme d'effroi. L'effervescence était grande chez les Druses.

Et Weygand, était fort aise de la crainte qu'il inspirait. Les pendoisons se succédaient, on mettait, par manière d'expédition punitive des villages à sac. L'incendie couvait. Il ne fallait plus qu'une étincelle, pour que la poudrière sèche, que l'on tenait en réserve, de part et d'autre, flambe. La situation de Weygand, par sa politique maladroitement belliqueuse, était devenue intenable. Il fut rappelé. Et c'est Sarraïl qui recueillit l'héritage désastreux.

Il eut la terrible charge d'accroître les querelles suscitées par Weygand.

Et l'ordre régna en Syrie. On sait comment. Le bon républicain Sarraïl, le franc-maçon notoire, le protégé du Cartel, procéda au soldes des comptes avec une férocité, que n'eût pas désavouée, le jésuite Weygand. Tanks, mitrailleuses, une véritable boucherie fut faite des insurgés syriens. Les boucheurs de droite firent, à cette occasion, au pauvre général de « gâche » Sarraïl une réputation de maladresse et de cruauté qu'il n'avait qu'en partie, méritée. Car, comme toute, Sarraïl n'avait fait qu'hériter d'une situation, grevée à souhait par le sinistre Weygand.

La guerre contre les Druses, du reste, fut plutôt malaisée. Car les guerilleros syriens vendirent chèrement leur vie. Et d'autre part, ils étaient bien outillés, n'avez crainte. La perle Albion, faisant toujours le nécessaire, pour entretenir chez le voisin, des foyers permanents d'incendie. En cela, du reste, elle est imitée par la France, qui s'occupe, en Palestine, des agitateurs, pour qu'ils créent des troubles préjudiciables à l'Angleterre.

Sans compter que les Syriens, avaient aussi des bonnes armes françaises, pour riposter aux soldats de Sarraïl. Car, en Syrie, il se trouve bien quelques militaires prévaricateurs qui, des parcs d'artillerie ou d'aviation où ils sont cantonnés, font, avec les tribus bédouïnes, qui les environnent, un constant trafic d'armes.

Car le patriotisme professionnel ne va jamais sans quelque compétence mercantile.

Toujours est-il, qu'en 1926, tout bien pesé, la domination pour domination, les Druses préférèrent Gouraud, à Sarraïl et à Weygand.

Ces quelques détails rétrospectifs nous ont quelque peu éloigné de Weygand. Nous y revenons.

Weygand, à dirigé récemment les grandes manœuvres navales, aériennes militaires sur les côtes de Provence.

Tardieu, qui a promu Weygand au poste suprême de l'armée française, entend bien donner, à cette nomination, une importance, qui dépasse les sphères militaires.

L'élevation de Weygand, à la direction de l'Etat-Major, révèle une volonté très nette. Tardieu s'est adjoint l'homme qui, le cas

échéant, peut le mieux servir sa politique intérieure.

En principe, on sait que l'armée est la Grande Muette. Pour les troupes de seconde zone, qui ont des sentiments révolutionnaires, ou. Mais pour les généraux factieux, non.

Weygand est un fasciste déclaré. Jamais il n'a tenté de dissimuler son état d'esprit. Ses opinions, il les a toujours mises en avant chaque fois, qu'il a brigué un poste. Il ne s'est jamais dérobé, toujours il a dit : « Je suis le candidat des jésuites et des confessionnaires ».

En Syrie, tous les dimanches, il assistait ostensiblement, à la grande messe, célébrée par les capucins.

Le 28 janvier 1926, il présida à Billancourt, au Musée Social, une réunion anticommuniste, organisée par les soins du Grand Argentier des Pourris, le corrupteur Billet, ou, sans ambages, il déclara qu'il avait une opinion nette et tranchée sur le sort que l'on doit faire au communisme.

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar. Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédés, ces dernières années, qu'ils fussent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il serait LEUR HOMME.

C'est avec une joie sadique qu'il accepta chaque fois leurs offres.

Du reste, Weygand, qui ne s'embarasse guère de scrupules, et qui n'aime point à tergiverser, a proposé tout net à diverses reprises, dans des conférences, ayant pour but d'assurer la sûreté intérieure de l'Etat, de FUSILLER, sans autre forme de procès, tous les chefs communistes et révolutionnaires.

Le rôle de Galilée n'est épouvanté pas et il est à prévoir qu'il montrera dans la répression d'une sédition la même fureur sanguinaire et la même désinvolture que le massacreur des communaux.

La Dictature martiale peut être quelque jour, proclamée, Tardieu a son homme. Il ne faudrait point à une besogne de sang.

Toutes les manifestations auxquelles Weygand prend part attestent ses attaches fascistes. En février 26, montrant quel souci il a des chiffres de papier que sont les circulaires du « démocrate », Patalev, interdisant aux militaires de participer à des réunions publiques, il se rend en compagnie des réacteurs Louis Marin et François-Marsal avec huit autres généraux et maréchaux à une réunion pré-électorale dans les journaux de Coty, le Gaulois, Figaro et l'Ami du Peuple.

En avril 1929, il se rendit à Metz inaugurer le monument des monuments de Mangin-le-Boucher, de Mangin, le Broycer de Noirs, monument érigé à la suite d'une souscription ouverte dans les journaux de Coty, le Gaulois, Figaro et l'Ami du Peuple.

Weygand est l'homme de la haute ploutocratie. Elle peut compter sur lui pour réaliser ses desseins les plus cyniques, son désir de domination fasciste.

Weygand n'est pas un imbécile. Il ne faut pas se faire illusion sur sa valeur morale, mais il faut se garder pareillement de mettre en doute sa capacité d'initiative et sa puissance de réalisation.

Clemenceau, ce grand mépriseur d'hommes, qui n'était pas porté à voir des aigles en des semblaïes, ne s'y est pas trompé. Il a vu toute la supériorité de Weygand sur Foch, génie militaire de contrebande, comme on en débite dans tous les bazars à treize du patriotisme.

M. Jean Maret, qui nous a rapporté les conversations particulières qu'il eut avec le Tigre, conversations qui ont beaucoup plus de prix que tous les jugements officiels prononcés à l'usage du grand public, nous notifie ainsi le sentiment de Clemenceau sur Weygand.

Weygand est quelqu'un. Laid, il est laid, contrefait, tordu, mal foutu. C'est un homme qui a dû recevoir des coups de pied au derrière quand il était encore dans les lîmes. Mais il est intelligent.

Weygand est un homme... Comment vous dire ça ? DANGEREUX. CAPABLE, DANS UN MOMENT DE CRISE, D'ALLER TRES LOIN, de se jeter là-dedans et d'intelligence.

EN FORCE NATURELLEMENT DANS LES CURES JUSQU'AU COU.

Quand on songe de quel esprit défilant et sarcastique émane ce jugement, on se prend à en mesurer toute l'importance. Clemenceau avait fort bien décelé ce qui distinguait Weygand de Foch.

Weygand n'a rien de la simple bonhomie de l'ancien chef des armées alliées. Il est beaucoup plus fin et beaucoup plus canaille.

« Enfoncé naturellement dans les cures jusqu'au cou ».

C'est la norme. L'Armée est une officine du Gésu. Weygand, tout autant que Foch, est un homme de capucinières.

Mais les capucins laïcs, genre Sarraïl, valent-ils tellement mieux ?

Lorsqu'on est militaire de carrière, les particularités confessionnelles ont-elles une si grande importance ?

Pour l'avancement, peut-être ! Mais pour les troupes, ou les prolétaires, elles sont nulles.

Weygand est un homme... dangereux, capable, dans un moment de crise, d'aller très loin. Il faut bien méditer ces prophéties de l'oracle de la rue Franklin.

Weygand est petit, contrefait, mal foutu. Mais ce sont les petits qui mènent le monde. Et Victor Hugo a pu dire sans ironie qu'il n'y avait guère parmi les grands hommes que Charlemagne, qui fut en même temps un homme grand.

Weygand est intelligent. Il est, bref, sobre, concis. Imperatorio Brevis.

A l'occasion de la mort de Foch, il a publié chez Firmin-Didot un opuscule à la gloire de son ancien chef. Cet opuscule est d'une lecture facile.

LA RÉPRESSION

GHISLAIN ET DELOBEL

devant la cour d'appel

On se rappelle que nos camarades Delobel et Ghislain avaient été condamnés, en août dernier, par Breiting-Peugeot, à la 13^e Chambre, à 13 mois d'emprisonnement et 2.000 francs d'amende, à propos de l'article de René Ghislain paru dans le numéro du Libertaire du 24 avril dernier : *Pas de pitié pour les Bourreaux*. Nos camarades ayant — sans grande conviction — interjeté appel, le procès est revenu devant la Chambre des appels correctionnels lundi dernier.

Un incident

Delobel mouche le président

Après le classique interrogatoire et la fastidieuse lecture de la procédure d'instruction, du premier arrêt et des rapports de police, le président demande à Delobel s'il a quelque chose à dire. Notre camarade répond qu'il a une déclaration à faire.

Alors, le président pique une crise, menace Delobel de le faire sortir s'il prétend faire dans la prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc.

Delobel, feignant de mal interpréter les menaces du président, réplique avec ironie que c'est sans plaisir qu'il « sortira ».

Le président s'énervé, et d'un ton plein de gravité, veut bien dire à Delobel qu'il ne plaie pas, que s'il entend le faire « sortir » ce n'est point pour le rendre à la liberté mais pour le faire reconduire au Dépôt.

Après ce quiproquo, qui a le don de faire rire l'auditoire aux dépens du trop zélé magistrat, Delobel a la parole.

Alors, avec toute la franchise et toute l'ardeur qu'on lui connaît, il fait au tribunal, l'écoute, visiblement médusé, les « étranges » déclarations suivantes :

Messieurs,

Je comparais cet après-midi devant vous pour répondre en qualité de gérant du Libertaire, d'une étude de mon camarade Ghislain, parue dans notre numéro du 24 avril dernier, et dont je prends l'entière responsabilité.

Cette étude, la narration d'un fait historique (l'occurrence la mort de Foch, de Russie) la loi la qualifie de « provocation au meurtre ». Je me permets de vous présenter quelques explications. L'article de Ghislain relate un fait.

Aucune provocation, mais la constatation des nécessités auxquelles la révolution est astreinte.

Ces nécessités, aucun mouvement révolutionnaire dans l'histoire n'y a échappé. On peut même dire que c'est la bourgeoisie française qui la première a indiqué aux peuples qu'il était impossible de procéder à une transformation profonde, sans recourir à la suppression physique des représentants des régimes déclassés.

En 1793, des hommes qui appartenaient au Tiers Etat, à la même classe que vous, ont décidé un jour la décapitation de Louis XIV.

Je constate que cet acte, que cette décision ont été représentés comme un grand bienfait par l'histoire.

Et je ne sache pas, que les historiens, pour avoir relaté ce fait, aient été poursuivis pour « provocation au meurtre ».

Les hommes qui ont décidé l'exécution de Louis XIV ont été représentés par la suite comme des sauveurs de la patrie. Je dois même dire que les révolutionnaires de l'Assemblée ont été représentés comme des héros.

Aucune phraséologie patriotique. Pas de boursoufflement déclamatoire. Et l'on devine, à sa lecture, combien, au fond, Weygand a peu de vraie admiration pour ce chef qu'il prétend vouloir magnifier. Il sait trop, pour le vénérer sincèrement, combien il lui était inférieur. Et l'histoire montrera peut-être quelque jour que beaucoup des initiatives dont on a fait gloire à Foch étaient redevables à son chef d'état-major, le général Weygand.

Quelques lignes de Weygand sur Foch vous montrèrent de quel air le nouveau chef d'état-major entend mener les hommes :

Dans quel domaine que ce soit, la qualité maîtresse du chef est l'autorité. A la tête des troupes, elle est plus indispensable que partout ailleurs ; mais si elle prétend se imposer qu'en vertu d'un grade, elle est sans valeur : résultat de la contrainte, elle ne tiendra pas devant les terribles réalités de la guerre. Quand, au contraire, elle trouve sa source et sa puissance dans la personnalité même de celui qui est appelé à commander, elle le manque du signe des conducteurs d'hommes.

La presse de gauche, l'Ere Nouvelle, le Soir en tête, ont vu d'un mauvais œil l'insurrection de Weygand. Jusqu'alors, les démocrates avaient mis leur veto à une telle nomination. Et Poincaré, quand il tomba, s'apprêtait à promouvoir le général Maurin.

Leurs protestations ont été bien timides. La Volonté, de plus en plus tardive, n'a pas cillé.

Il est vrai que Tardieu a donné aux gens de gauche une fiche de consolation, il a nommé le général Gamelin, ancien sous-ordre, du « doreux » Joffre, à un vague secrétariat-adjoint à l'état-major.

Weygand n'est pas un vaillant, ni un pu-sillanime, comme le rouspille de Chantilly. Et il y a beaucoup de chances qu'il fasse détestablement parler de lui.

Tardieu, qui n'a plus besoin d'un Galilée, la menace bolcheviste ayant été conjurée par sa politique machiavélique, songe peut-être à faire de Weygand son Saint-Arnaud ?

Un Saint-Arnaud, qui ne sera pas de café-concert, celui-là...

A. BARCELONE.

(Lire la suite en 3^e page)

VERS LA DÉPOPULATION ?

MUSSOLINI FULMINE

Mussolini vient, dans un article retentissant, de jeter le cri d'alarme. La race italienne se meurt, paraît-il. C'est une nouvelle, pour le moins inattendue. Quoi, ce serait vrai, le peuple italien aurait compris... Père lapin, ce gé-né-teur inconscient, serait en voie de disparition ! Qui donc désespérerait de l'humanité ? Le paysan des Pouilles sans géniture ; en ces temps d'étrénnes, c'est le plus beau cadeau qui pouvait être fait à l'Europe. C'est en même temps la preuve que ce progrès moral, dont on a tant médité, est en marche. Lentement, peut-être, mais sûrement. Réjouissons-nous...

Oh ! entendons-nous, la natalité, de l'autre côté des Alpes, est seulement en décroissance. Ce qui ne veut pas dire que la péninsule se dépeuple. Nous n'en sommes pas encore là. Mais l'accroissement de la natalité ne marche plus au même rythme.

Car c'est un dilemme auquel le régime ne pouvait échapper, dans un pays où l'état de surpopulation était arrivé à un point extrême. C'est que le monde est saturé de ces immigrants qui pèsent si lourdement sur le marché du travail.

Ah ! qui dira jamais la misère de ces malheureux, errant à travers le monde. Les sables désolés, de ceux à qui, encore adolescents, le père dit tristement : « Il te faut partir, mon enfant, chercher ailleurs le pain que te refuse notre terre inhospitalière... »

Et c'est le marchand d'hommes qui passe, celui qui dispense dans les cités industrielles sa moisson d'esclaves... Ils deviendront, par ignorance, les « chapeaux verts », les « kroumirs » que les gars du bâtiment, à la recherche de travail, trouveront sur leur chemin, occupant les chantiers parcs qui travaillent pour des salaires de famine. Et nous touchons ici un point particulièrement épineux, un problème ardu qui a déjà soulevé de nombreuses discussions. Il serait vain cependant de vouloir ignorer.

Internationalistes, nous le sommes. Les frontières pour nous ne comptent pas. Nous tenons à le répéter, chaque être qui vient sur la terre a le droit de manger. Mais faut-il encore tenir compte des disponibilités. Oh ! évidemment, on nous rétorquera : il y a suffisamment pour tous ; la terre est assez riche pour sustenter chacun. N'était le formidable gâchis, il y aurait abondance. La société future le prouvera... Admettons-le, sous peine de ne pas sortir du cadre du sujet qui nous intéresse aujourd'hui.

Mais nous ne vivons pas la société future. Nous sommes encore en régime capitaliste, avec toutes ses tares, ses injustices, ses inégalités. Et nous pouvons dire, sans crainte de nous tromper, qu'en procédant aveuglément sans frein, le prolétariat commet un grand crime contre l'humanité tout entière.

Les pays surpeuplés, tels l'Italie, ne sont-ils pas les réservoirs où le patronat international puise l'élément indispensable à l'accroissement de l'exploitation. On peut excuser les malheureux qui, par ignorance, par nécessité, se sont faits inconsciemment — nous voulons bien l'admettre — les auxiliaires du féroce patronat d'après-guerre, le fait est là, indiscutable : à chaque fois que deux ouvriers courent après un patron, il y aura baisse de salaire, et chaque fois, au contraire, que deux patrons solliciteront un ouvrier, il y aura augmentation.

Ce ne sont pas les gars du bâtiment, les mineurs du Nord, du Pas-de-Calais et d'ailleurs qui nous démentiront, n'est-il pas vrai...

Et c'est pourquoi, la question de population est une des plus importantes qui doivent retenir l'attention du monde ouvrier.

N'est-ce pas le prolétaire, celui qui a charge d'une nombreuse famille qui est, de par la force des choses, le plus soumis.

L'Italien, ce prototype du prolétaire lapin-santé semble devoir sortir de son ignorance, c'est là un point qu'il nous convient de marquer. En attendant d'en marquer d'autres, car hélas ! les nations prolifiques ne manquent pas en Europe, ceci dit pour nous cantonner dans ces limites géographiques.

C'est l'Allemand qui étouffe dans le cadre étroit de ses frontières. Ce sont les pays balkaniques. C'est enfin et surtout la Pologne.

Ah ! la Pologne, cette nouvelle « patrie » ressuscitée par la guerre, quelle mère marâtre pour sa trop nombreuse progéniture. Mais en revanche, quelle aubaine pour les industriels rapaces en quête de chair à travail...

Qui n'a vu, dans le hall des gares, ces longues théories de pauvres hères, hommes et femmes portant pour tout bagage le petit baluchon qui représente tout leur avoir. Lamentable troupeau qui chemine, sans savoir bien souvent où le dirige ses mauvais bergers. La faim, le froid, le manque total d'hygiène tel est le lot de ces familles. Une Pologne arrivait dernièrement à la gare du Nord tenant dans ses bras le cadavre de son enfant mort de privations... La Ligue Nationale pour la repopulation viendra, après cela, nous chanter les louanges de ces peuples prolifiques.

Croissez, multipliez, maudit soit celui qui le premier a prononcé ces paroles.

C'est que malgré l'exode en masse, ce palliatif insipide, ils sont encore nombreux ceux qui gémissent, ceux qui manquent de pain. Et le Messie, annoncé par toutes les religions, se fera longtemps attendre encore. Et sans doute, n'est-ce pas de sitôt que cesseront les impréca-

tions des fils, maudissant leur père de les avoir jetés dans la gêne.

Ils sont légion, là-bas au pays du « maréchal », les petits êtres au visage blême par le froid, qui de leurs pieds nus foulent la terre gelée... La « polenta », ce brouet à l'usage des « bambini » italiens, est encore le plat national qui constitue le principal aliment au pays fasciste.

Et dans le monde entier les chaumières où le charbon fait défaut, ne manquent pas. De même que les humbles maisons d'ouvriers, où la huche ne contient la moindre parcelle du pain, que réclame la nichée des petits innocents.

En évoquant ce triste tableau, en songeant à cette détresse qui étreint les multitudes, les vers de Sully Prudhomme montent à nos lèvres, comme un chant désespéré :

Reste dans le domaine de l'Inconnu
Oh fils le plus aimé qui ne naîtra jamais.

R. BOUCHER.

L'AFFAIRE ALMAZIAN

CES MESSIEURS DE LA P. J.

Décidément ça va mal cette semaine pour les « Javert aux petits pieds » de la police judiciaire et chaque fait nouveau qui nous est révélé dans l'affaire Almazoff, ne fait que confirmer et mettre en lumière, cette vérité que nous ne cessons de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

La confrontation entre Almazoff et les inspecteurs Baller et Mabilie, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont ces soutiens de l'ordre, entendent appliquer les lois en vigueur ; devant les affirmations éhémériques du témoin inculpé, qui est devenu plaignant, l'inspecteur Baller a été mis à l'écart, sans avoir le droit de répéter à tous les vents : « La police est une institution ignominieuse et les argousins de véritables malfaiteurs ! »

"SCIENTIFIC MANAGEMENT"

2^e Partie : OBJECTIONS (1)

Le travail américain vu par un « ouvrier » français

Avec M. Henri Dubreuil nous entendons un son de cloche particulier propre à nous réconcilier avec le système américain que nous pourrions tenir, sur la foi de témoignages d'« intellectuels bourgeois » en mésestime absolue. M. Dubreuil ne va pas jusqu'à s'inscrire en faux contre les constatations faites par d'autres que lui. Mais il les taxe d'exagération et il dénie aux observateurs dépourvus de la faculté ouvrière toute qualité pour juger des faits relevant de cet ensemble productif : l'ouvrier, l'outil, la machine, l'usine. Ce travailleur donne au bourgeois des leçons de lucidité et de pondération !

Nous voyons trois raisons psychologiques à cela : la première est que Dubreuil est membre, et membre important, de la Confédération Générale du Travail, C.G.T. — il ne s'en glorifie pas dans le livre qu'il a signé, mais sa retenue est toute politique ; la seconde est qu'il a été ouvrier, c'est un titre très bien porté à l'heure actuelle ; la troisième est qu'il est aristocrate, l'aristocrate ne se croit pas sur les toits, il se démontre.

Le livre « Standards », le travail américain vu par un ouvrier français — aurait pu être écrit par un apôtre de la rationalisation social-démocrate ou par un zélé du « redressement français ». Présenté au lecteur par le savant Henry Le Châtelier, tayloriste de la première heure, on trouve développée de la première à la dernière page, et il y en a quatre cents, la thèse de la coopération du travail et du capital.

Cette thèse est devenue celle de la C.G.T. Elle est naturellement celle de tous les partis électoraux qui ont fait leur programme de la C.G.T. Elle est celle également du patronat rationalisateur, de la nuance leuchéuresque. Elle vise à être la réalité d'un gouvernement travailliste. Alors la C.G.T. pourra espérer s'intégrer totalement à l'Etat, c'est-à-dire occuper des positions officielles près du gouvernement. Cela ne signifie pas qu'elle sera en mesure d'agir effectivement sur les organes de commande, mais il y aura tout de même des satisfactions, sinon pour la classe ouvrière, du moins pour ses chefs.

Le patronat, disons-nous, ne s'alarme pas de cette montée confédérale qui est d'ailleurs dans l'ordre des choses. Il sait pertinemment que l'autorité concédée aux états-majors ouvriers, ne sera jamais qu'un simulacre d'autorité, une autorité de juxtaposition, un trompe-l'œil, et non pas une autorité d'inspiration, une souveraineté réelle. Celle-ci ne pourrait s'établir que révolutionnairement. Celle-là au contraire implique un accord, un consentement, une sorte de contrat d'échange et accepté par le patronat d'une part, par les représentants ouvriers d'autre part. Les contrats de cette espèce ne peuvent en rien entamer l'hégémonie du capitalisme sur la production, ils la renforcent au contraire, en balançant la reconnaissance d'une autorité ouvrière consultative, valable pour les bergers, par un assujettissement plus grand des masses ouvrières à l'ordre industriel.

Si M. Dubreuil est allé en Amérique, après s'être refait la main à la machine-outil, ce n'était ni pour s'emparer des poches de dollars, ni pour se perfectionner dans la connaissance de la langue anglaise, ni même pour respirer une atmosphère plus salubre qu'aux alentours de la rue La Fayette, c'était avec l'intention de revoir avec un bagage de documents et d'arguments propres à encourager les bonnes dispositions d'un patronat qui commence à être « à la page », et à stimuler les bonnes intentions de gouvernants démocrates radicaux et socialistes à qui sera dévolue, demain, la tâche de replacer la pyramide sur sa base. C'était aussi pour mieux faire comprendre à « l'élite de la classe ouvrière » combien il lui serait profitable de s'engager dans la voie rationnelle et sage d'une bonne collaboration avec le patronat, telle qu'elle fleurit en ce pays de Cocagne d'Amérique expurgée de nos idéologies, de nos mythes et de nos crises révolutionnaires.

Mais M. Dubreuil a été ouvrier... avant que d'aller en Amérique ; avant que d'être fonctionnaire à la C.G.T. En Amérique, il a joué, dans l'usine taylorisée, la comédie du travail amateur. Il était l'homme venu de Paris, pour observer, pour enquêter ; il apparaissait comme le « chargé de mission », camouflé en travailleur qui n'a d'autre prétention que de toucher son salaire. C'était quelqu'un parmi des zéros ; un cerveau parmi des bras ; un personnage considéré par les chefs d'entreprises. Ses réactions psychologiques ne pouvaient être naturellement de même ordre que celle du vulgaire travailleur enchaîné à la machine et dépourvu d'horizons. Elles devaient aussi différer de celles qu'un travailleur, ayant des idées, peut éprouver en accomplissant sa tâche machinale. Et précisément parce qu'il a été ouvrier en France, parce qu'il a conservé l'amer souvenir de cette existence anémiée, Dubreuil disposait de critères, de mémoires très rapprochés lui permettant de juger d'une façon personnelle ce qu'il voyait et éprouvait par rapport à ce qu'il avait vu et éprouvé. En cela son témoignage présente un intérêt. Il nous découvre une psychologie. L'homme qui s'est formé dans la classe ouvrière qui a pâti, qui a souffert sous tous les rapports, qui a déployé une somme considérable d'énergie pour s'élever, c'est-à-dire pour arriver en somme au résultat que le bourgeois obtient automatiquement, cet homme-là ne s'identifiera jamais complètement au bourgeois : il sera meilleur ou il sera pire. Nous serions tenté de croire que l'ancien ouvrier Dubreuil, en tant qu'il est plus sévère pour l'ouvrier, plus dur, que certains de ces « intellectuels bourgeois » qu'il méprise, et qui par cela même qu'ils n'ont pas subi la réalité tragique de la vie ouvrière, possèdent parfois des illusions avec le culte des idées.

M. Dubreuil a vu, dans l'usine française, — au temps où il n'avait pas encore découvert l'Amérique, — un patronat avare jusqu'à l'ingratitude, rapace jusqu'à la misère, routinier jusqu'à l'arbitraire ; il a vu les postes de commandement peuplés par des créatures de jésuites d'une morgue toute militaire ou d'une condescendance outragante pour l'homme qui en est l'objet ; des sous-vertiges ne devant rien à leur travail et à leur faculté rampante. La « cloison vitrée » à l'intérieur des ateliers lui est apparue comme un blocus de l'au-

torité. En deçà de la cloison : des ouvriers, la plupart veules, plats, rampants, se mangeant les uns les autres, pleins d'envie, jaloux, nonchalants par tactique mais trouvant du ressort pour les heures payées en supplément. Parmi eux beaucoup de révolutionnaires de meetings, invertébrés comme pas un devant le patron ou le contremaître, et non les derniers pour grimper sur le dos de leurs compagnons. Il a vu dans la rue et partout s'étaler mes mœurs petites bourgeois et filocratiques ; des grands mots gravés dans la pierre, des formules éclatantes en littérature politique et sociale, le constant démenti des actes aux paroles, des faits aux idées ou aux principes... M. Dubreuil a vu et senti tout cela ; il n'est pas le seul. Mais pourquoi, s'il en a trouvé la raison, maintenant qu'il n'est plus qu'un ouvrier honoraire, compose-t-il avec une ambiance aussi abjecte ? Trouve-t-il que cette abjection, cette crasse, cette pourriture des mœurs pseudo-démocratiques, ce système général de la décomposition populaire ont du bon dès lors que vous faites partie des élites autodidactes ? Ou espère-t-il régénérer ce monde décadent en lui infusant l'élixir de la rationalisation, — laquelle ne peut qu'accuser le mal puisqu'elle en respecte les causes efficientes ?

Voyons donc ce que nous rapporte d'Amérique ce travailleur individualisé et non conforme sur les bords de la Seine qui se révèle conformiste de la plus belle eau au voisinage des Grands Lacs. L'usine américaine est baignée d'une atmosphère démocratique : pas de fils d'archevêque, pas de pistonnages, pas de cloison vitrée ; un principe admis est qu'« un homme en vaut un autre » ; une règle appliquée est celle-ci : « à chacun selon ses œuvres ». L'ouvrier qui se présente au chef d'entreprise n'éprouve pas le sentiment qu'une « distance » le sépare de ce dernier. C'est une erreur de croire que là-bas, comme l'ont répété quelquefois les journaux, un homme « vaut » la somme portée à son crédit en banque. La valeur personnelle d'un homme y réside surtout dans ce qu'il est capable de produire (p. 73).

Dans les ateliers comme au dehors, j'ai recueilli cette impression que je trouvais au milieu de gens qui font ce qu'ils peuvent pour se rendre la vie aussi bonne que possible les uns aux autres. J'ai si souvent rencontré en France des gens qui trouvent que la vie n'a pas assez de mauvais côtés et qui s'efforcent d'en aggraver volontairement les conditions que j'ai dû marquer cette différence. Nous avons ici trop de ces humains pour qui la vie en société n'est qu'une occasion de chercher à conquérir des privilèges aux dépens des voisins, et c'est en Europe qu'on a écrit que « l'homme est un loup pour l'homme ». Au contraire c'est l'Américain qui répète avec une tranquille confiance dans les forces qu'il jette lui-même dans la bataille : « chacun doit avoir une chance ». L'ouvrier américain, convaincu que l'Amérique est la patrie de toutes les inventions, se montre prévenant et serviable vis-à-vis de l'émigrant venu des pays de l'ignorance, d'où : « une atmosphère de cordialité et d'entraide non seulement par l'école, mais encore par la littérature et les journaux qui ne cessent de vanter les conditions de vie de l'Amérique ».

(A suivre).

RHILLON.

PROPOS d'un PARIA

Il paraît que le Français est riche, plus riche même — imprimait un journal du matin — que le citoyen des U.S.A.

Les caves de la Banque de France regorgent du précieux métal sans lequel actuellement on ne peut manger et qui permet à la classe dirigeante d'entretenir dans leur « indépendance » tant de consciences de journalistes, rhéteurs, et autres politiciens.

Donc, grâce à Poincaré et surtout à Chéron, nos poches sont pleines !... 1929, d'ailleurs, s'était éteinte sur un air d'espérance de dégrèvements, de rajustements, d'espérances mirifiques. Les fruits de la victoire financière s'annonçaient succoreux, et l'électeur, gobeux par définition, s'appropriait à les déguster avec une joie sans mélange.

Or, aujourd'hui, une semaine après ce jour de l'an qui devait être triomphant, c'est un concert unanime de récriminations.

C'est que l'électeur, aussi bouché qu'il puisse être, est bien forcé de s'apercevoir que chaque fois qu'il achète quelque chose, il lui en coûte plus d'argent que l'année précédente pour un objet de pareille qualité.

En un mot tout augmente, gaz, transports, vêtements, nourriture, etc., etc. Et ce n'est pas fini, soyez-en persuadés.

Les journaux bourgeois ont eux-mêmes forcés d'embourser la trompette. On peut lire, par exemple, des phrases de ce genre :

« Notez enfin, que par le jeu terrible des incidences, ces augmentations directes et brutales ont eu pour conséquence des répercussions rapides même sur les objets qui ne sont pas immédiatement touchés par la hausse. Si bien qu'on se retrouve en face de ce paradoxe incompréhensible : PLUS LES PRIX DE GROS BAISSENT ET PLUS LES PRIX DE DÉTAIL AUGMENTENT. »

Car il est un fait curieux, c'est que l'indice des prix de gros indique une forte baisse de ces derniers.

Le journal bourgeois ne comprend pas. Il ne comprend pas que des conseillers municipaux aient voté l'augmentation des transports en commun, alors que la Compagnie du métro, par exemple, bouclait très confortablement son budget. Il ne comprend pas, ou plutôt feint l'incompréhension.

Il fait appel à un gouvernement qui gouverne ! Il lui demande des explications et des remèdes.

Des explications, vous en avez braves gens, comme s'il en pleuvait. Nos gouvernants ont l'élocution facile. Pour les remèdes, c'est autre chose. Vous n'avez très certainement que celui de vous serrer la ceinture d'un nouveau cran, lorsque la fameuse loi dite des assurances sociales viendra encore rogner sur votre salaire de plus en plus insuffisant.

Des remèdes, certes, il y en a. Tout une gamme. Certains furent appliqués avec succès dans des périodes analogues à celle qui se précipite. Vous les connaissez aussi bien que moi. Tant et si cruche à l'eau... dit un vieux proverbe. Or il y a longtemps que la cruche d'eau s'est cassée. — Pierre Mualdès.

SILHOUETTES...

LÉON DAUDET

Chamfort, dans ses Anecdotes, nous rapporte qu'un jour, se promenant avec un ami, celui-ci fut salué par un homme d'assez mauvaise mine. Il lui demanda qui était cet homme. Son ami lui répondit, que c'était un homme qui faisait peur à son père, ce que Brutus, n'aurait pas fait pour la sienne.

Et comme Chamfort le pria de mettre cette grande idée à son niveau, il lui précisa, que l'homme en question était un espion de police. M. Léon Daudet est patriote, ou tout au moins fait profession de l'être. Eh bien, depuis longtemps il fait pour sa patrie, ce que Brutus n'aurait pas voulu faire pour la sienne.

Ainsi, Brutus, le Romain sublime, qui fut le principal artisan de la révolution, qui expulsa de Rome les Tarquins, et institua la République, Brutus, qui poussa l'austérité de son patriotisme jusqu'à condamner ses fils à mort et à présider leur exécution, parce qu'ils avaient conspiré contre la République, pour le rétablissement des Tarquins, Brutus, qui avait le tel souci de la grandeur de son pays, aurait préféré la voir périr, plutôt que de devoir son maintien, à la félonie et à la délation.

M. Léon Daudet n'a point, lui, cette dignité. Des années durant, prétextant le salut de sa patrie il a intégré le rôle peu glorieux de pourvoyeur de chiourmes.

Quotidiennement, il a désigné aux coups du bras séculier ses adversaires politiques, et même, quelquefois ses amis de la veille.

Jadis, au temps de Louis-Philippe (son petit-fils n'était-il pas, il y a quelques années encore, le chef reconnu par M. Daudet), rien ne paraissait égal, en ignominie, l'état d'accusateur volontaire.

La littérature d'alors fait foi du décri qu'on tenait toutes les sortes de mouchardages et de trahison.

La plupart des personnages romantiques risquent leur vie, afin de garder le secret, ou de défendre l'ennemi même, qui s'est confié à leur sauvegarde.

Dans la Dernière Incarnation de Vautrin, Balzac nous présente un forçat au grand cœur, Tiodoro Bianchi refusant de sauver sa tête et préférant l'échafaud à la délation.

Thiers, lui-même, qui pourtant n'était pas dégoûté... prit des pincettes pour tendre à Deutz, le juif qui avait livré la duchesse de Berry, la liasse de billets, prix de sa forfaiture.

Ces jours, si voisins par la date, nous sont éloignés par les mœurs. Le sens de l'honneur a subi une forte évolution.

Encore un exemple, M. Daudet. Louis XVIII, un royaliste (il) auquel on demandait de suspendre à Victor Hugo la pension qu'il recevait sur la cassette royale, parce qu'il avait abrité des factieux recherchés par la police, s'y refusa.

Léon Daudet, lui, n'est point si chatouilleux sur le point d'honneur.

Il ne répugne pas aux offices répugnants de l'état de procureur. On l'a vu à l'œuvre. Pendant la guerre, on sait quels furent les ravages, que causa sa fureur de délation.

Avec Ignace et Mornet comme exécuteurs des basses œuvres, il forma un triumvirat de boureaux.

Nous n'établirons pas ici la liste officielle de nos victimes. Elle serait trop longue. Et encore, tous ceux pour qui il souhaitait les fossés de Vincennes, ou le bagne, n'ont pas tous péri.

Léon Daudet a les mains rouges. Et son inconscience le garde du remords.

Ainsi, Léon Daudet est revenu. En lui, on ne veut plus voir que l'homme de lettres, on veut oublier le bouffon sanglant et le dénonciateur ignoble. Les gens font violence à leur dégoût. Et ils lui font accueil.

Littérateurs, artistes, gens de monde, le congratulent à l'envi. Les salons se l'arrachent. Ce n'est pas à leur honneur. Car s'il est un homme dont la place est bien parmi « la cruche du corps de garde et des cuisines » c'est bien Léon Daudet.

Il est vrai, que l'on a peur de Léon Daudet. C'est un tel maître-chanteur !

Maître-chanteur, il l'est peut-être pas à la façon des Anquetil et des Nimrod Amar. Non, il n'a pas besoin de brandir l'escopette... pour que les banquiers dessèrent les cordons de leur bourse.

Daudet, a bien d'autres cordes à son arc. Et puis, il a pour donner plus de poids à ses changements, un avantage que les autres n'ont toujours pas, c'est un maître insulteur, et en surcroît il est le chef d'une organisation politique.

Depuis Drumont, Daudet est peut-être le plus effronté maître-chanteur, que l'on connaisse. Du reste, Daudet, a pris la succession dans l'antiquité, de l'ancien ténancier du caravansérail de la Libre Parole.

Téty, qui ne valait guère plus que Daudet, imagina, pour faire pièce à son rival de l'Action Française, d'écrire le *Botin de la Diffamation*. C'était un compendium de toutes les invectives, que Daudet avait prodiguées à ses adversaires.

La ghettophobie exacerbée, que Daudet montra, un certain temps, parut du reste, à quelques-uns d'un assez mauvais aloi. Et se prenant à examiner de très près la hure du gros Léon, ils lui découvrirent une patine sémitique.

Daudet, avec son nez en bec de corbin, et son profil casse-noisette, leur inspira des soupçons. Et de patientes recherches leur révélèrent que les fils d'Alphonse, pourraient bien être, par ses aïeux et ataves, d'origine judaïque.

Daudet, cependant, a toujours levé le gonfalon de la guerre sainte contre les fils de Jehovah. Qui se rappelle encore, les luttes épiques qu'il mena aux alentours de 1912, contre l'auteur dramatique Bernstein, le juif déserteur, comme l'on disait à l'époque.

Daudet, à cette occasion, fut même rossé par le guet.

Et le coup de la « locomotive », personne ne l'oublie. Daudet s'entend mieux que quiconque pour taper « les poires duchesses ».

Pour le Roi, dit-il, et il tend son escarcelle. De par son office, Daudet a toujours été admis à fréquenter les gens du bel air.

On sait combien son allure est aristocratique. Sa plume adipeuse, ses jambes courtaudes, lui donnent l'air le plus avantageux du monde. Etant donné le ton ordinaire de ses homélies, ou les plus poissantes invectives sortant de sa bouche, on imagine malaisément quelle figure, il doit faire quand il va dans le monde. On doit le surveiller pour qu'il ne s'oublie point. Ses incagades popularités discordantes tellement, au milieu de la conversation compassée des petits maîtres et des mères duignes, chez qui, il fréquente.

Daudet se targue volontiers d'être peuple. Et il croit nous convaincre de la véracité de son dire, par le goût qu'il montre à tout propos et même hors propos, pour les gauloises épaisses, et les grosses farces. Il se trompe, s'il croit que c'est en faisant montre de débraillé qu'il conquerra les prolétaires.

Daudet doit s'en offrir des ripailles, à la santé de l'Armorial. Car il aime à faire chère lyre et à boire sec. Rien ne saurait perturber son appétence gloutonne. Les événements les plus tragiques, ne semblent avoir aucune prise, sur sa belle humeur. C'est avec insolence qu'il respire la joie de vivre, la plantureuse joie de vivre, qu'il a su se ménager. L'assassinat de son fils — assassinat auquel la haute police ne fut pas étrangère — n'a en rien entamé de son robuste optimisme.

Il flutule, defeque, convomit tout le monde comme par le passé.

Va-t-en guerre frénétique, il manifesta pendant la tourmente, son triple aïen, en gardant quelque temps les voies, du côté de Tours. Puis ce fut la grande entreprise de mouchardage.

Ah ! les défaitistes, s'il avait pu faire rétablir pour eux, le brodequin, l'estrapade, les supplices les plus variés, il n'y eût pas manqué.

Daudet est brave, avec ça. Comme vous et moi, il n'a peur de rien, sinon du danger. Il a une excuse, lorsqu'il vint au monde, son grand écrivain de père gestait Tartarin... Symbolique coïncidence.

Si l'on veut bien encore dire, que le Falstaff, de l'Action Française, a au cours de sa vie, dans différents livres, tels que le *Voyage de Shakespeare*, fienté, avec un entrain canaille, sur tout ce qu'il feint d'adorer aujourd'hui, qu'il a écrit sur la caserne, la justice et l'église, vingt diatribes, auprès desquelles, les déclamations les plus incendiaires, que l'on a imputées, aux anarchistes, ne sont que la gognotte... le portrait du bonhomme sera complet.

Son Pégisme compliqué de folie de la persécution finira bien par l'enlever...

Pour le moment, il reprend possession de la scie à cochons de la rue de Rome, et tout à l'heure, nous allons le voir grouiner.

ANASTYGMAT.

Les objecteurs de conscience sont brimés au Cherche-Midi

On n'est jamais bien en prison et même dans les prisons « modèles » les prisonniers ne manquent pas d'occasions de souffrir journellement.

Mais la prison du Cherche-Midi est bien une des prisons les plus infectes que nous connaissions. Elle est d'une saleté inimaginable et les détenus y végètent parmi une vermine dont ils ne parviennent pas à se débarrasser.

La prison militaire de Paris tient en ce moment dans ses murs une demi-douzaine d'objecteurs de conscience : Bauchel, Guilhot, Prugnot, Trinquart et Odéon. Ces camarades, animés d'un noble idéal, ne songent pas à se plaindre du régime pénitentiaire qu'ils subissent. Ils meurent de faim, ils sont rongés par les poux et ils ne se lamentent point. Ce sont là, mérités, certains d'être eux, les moindres conséquences de notre refus de SERVIR.

Le directeur du Cherche-Midi, l'adjoint principal Innocenti, ne pense pas que nos camarades souffrent assez : il s'ingénie à aggraver encore leur sort. Il a dans le nez les objecteurs de conscience et ce n'est de sa part que rapports contre eux à la Place Militaire.

Par une indiscretion bien opportune, nous apprenons que le sieur Innocenti — le pauvre innocent — vient d'accuser les objecteurs de conscience de comploter à l'intérieur de la prison, et pour parer (qu'il dit) au complot, il a demandé au ministère de la Guerre de restreindre le droit de visites de nos cinq amis.

Nous avisons le Principal du Cherche-Midi que nous ne le laisserons pas faire. Nos camarades sont déjà suffisamment malheureux pour que nous ne leur permettions point à leurs gardes-chiourmes de se livrer contre eux à des brimades inqualifiables. — Louis Lecoln.

Nota. — Les listes de souscription que nous avons annoncées la semaine dernière seront imprimées cette semaine. Nous en commencerons l'expédition à la fin de la semaine. Ceux qui n'en ont pas reçu point, qu'ils voudront quand même venir en aide à la petite famille d'Odéon sont priés d'envoyer leur obole à Marcel Petelot, 4, passage Maslier, Paris (19). Les souscriptions seront indiquées dans « Le Libéraire ».

Eugène Guillot en Conseil de guerre

Eugène Guillot va comparaître le 10 janvier devant un conseil de guerre, pour refus de faire son service militaire.

Eugène Guillot est objecteur de conscience.

De tels hommes nous espérons qu'il s'en trouve encore parmi ceux qui ont survécu à l'Enfer des quatre années de guerre.

Nous leur demandons de se grouper autour de Guillot pour dénoncer le scandale qui constitue le service militaire.

Chaque année la jeunesse française est emprisonnée, contrainte à cette préparation à la guerre, qui est une injure faite à l'humanité.

Le service militaire est le symbole et l'aggravation de toutes les inégalités sociales.

On essaye de nous faire accepter cette honte, en agitant sous nos yeux l'épouvante de la guerre. Le peuple est pourtant payé pour comprendre que l'étalage de la force est ce qui attire la guerre, non ce qui l'effraye.

C'est à notre tour de nous éveiller.

A nous de soutenir Eugène Guillot et tous les objecteurs de conscience, de manifester en masse contre le service militaire.

Le Comité de Défense d'Eugène Guillot.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Pour protester contre la façon inhumaine dont fut traité, par le morticole Jacquemard, notre camarade Gimenez, mort en novembre dernier, après de longs mois d'horribles souffrances,

Gens de cœur, venez nombreux au

GRAND MEETING

qui aura lieu à Lille

LE DIMANCHE 12 JANVIER, A 10 H. 30, SALLE DU CONSERVATOIRE (PLACE DU CONSERVATOIRE)

Prendront la parole :

GAUWEL, Publiciste membre de la Ligue des Droits de l'Homme.

LE PEN, Délégué du Comité de Défense sociale.

aux hasards du CHEMIN

RÉCEPTIONS

Nous sommes gâtés en ce moment. Tout une kyrielle de personnages illustres, nous reçoivent.

Coup sur coup, nous avons reçu, le Grand Comte de Gamellards, et le nouveau chef de tous les eucypitres du diocèse de Paris, le souriant cardinal Verdier.

Deux réceptions, à grand spectacle... On sait quel accueil chaleureux, barbaques de la rue de Rome, et rustres de la Préfecture, fraternellement mêlés, ont fait au feu et au hâle directeur de l'Action Française...

Les camelots, pour cet événement solennel avaient battu le rappel de tous leurs bataillons. Et c'est, en masses denses et compactes, qu'ils sont allés souhaiter la bienvenue à leur capitaine, aussi martial que gélant-neux.

Aux environs de la gare du Nord, le plan de guerre de la Royale-Camelote

Ce sont les Camelots du Roi, ma mère Des gens qui se foutent des lois...

a dû retentir.

Au démentir, cette réception, annoncée avec tant de fracas, a été sans histoire. Aucun éclat n'est venu en perturber la morne ordonnance.

Pas même quelques cris hostiles. C'est pauvre, vraiment.

La mégalomanie, du poussah a dû prendre ombre de cette indifférence.

Lui, qui croyait, naïvement, que son retour à Paris, allait être l'occasion de manifestations grandioses. On allait illuminer, pensait-il.

A part les criailleries en fausset des gros suramés et des duchesses sur le retour, de son entourage, et les bois-mains et les gémissements de ces messieurs de la Police, rien, rien...

Il faut quand même rendre grâce à Daudet. Son retour en France nous a valu, en effet, tout un lot de pasquinades, auprès de quoi toutes les joyeusetés du Canard Enchaîné et du Merle Blanc ne sont que paille et paille de la Saint Jean.

Nous n'avons pas toujours le plaisir de nous désolier pareillement.

L'article que Daudet a écrit par façon de bienvenue, est un chef-d'œuvre d'humour et de fanfaronnade, comme sans doute la littérature française en compte peu.

On sait quelle est la joyeuse canallerie du bonhomme, combien sa verve, haute en couleurs, et du réalisme le plus dru, abonde en épithètes méchantes.

Eh bien, c'est avec sa manière habituelle qu'il a dit leur fait aux Poincaré, aux Barthou et aux Tardieu.

Mais, ce qui surtout nous plonge dans un abîme d'hilarité, ce sont les potronneries de notre vieux Léon, qui aurait voulu, à ce qu'il dit, rentrer en France les armes à la main, pour ramener le Roi, la Reine, et aussi leurs marmossets, s'ils en ont, ce que je ne saurais affirmer... Pas moins !

D'ailleurs, il nous affirme que la restauration monarchique ne saurait tarder. Encore quelques mois et il se pourrait que le duc de Guise prit possession de son trône...

Que tous ces dévôts de républicains se le disent bien ! Ils prendront à leur tour le chemin de Bruxelles à moins que ce ne soit celui de Cayenne.

Le cardinal Verdier est aussi rentré de Rome où il était allé faire visite au Saint-Père. Une nombreuse assistance se pressait à la gare de Lyon, et son retour.

Le tout-Paris papain était là. Le capitaine botté Castelnau, remorquait bon nombre de ses ouailles. Toutes les sentines christiques et toutes les jésuites, avaient mobilisé leurs cafards.

Toute cette vermine jubilait d'extase lorsque le disciple du pauvre nabi galiléen descendit du très luxueux « compartiment » que la Compagnie du P.-L.-M. avait mis gracieusement à sa disposition.

Toute la prélature parisienne était sur place en grands jalababs. Une jeune fille lui apporta une gerbe de fleurs. Puis le maître, Mgr Maglione, suivi de Mgr Crépin, vint lui présenter leurs compliments. Il y avait aussi Mgr Baudrillard, Mgr Chaplain, Mgr Herscher, les protonotaires, les diacres et les sous-diacres, tous les bedaux, vicaires, marguilliers et sacerdotes des fabriques de Paris.

Daudet qui a été plutôt traité en parent pauvre, est fort capable de montrer de la jalousie pour Verdier, et de le traiter avec aussi peu de cérémonie que son prédécesseur, le fameux Dubois.

Si cela pouvait être, il y aurait encore du rire pour les bons bourgeois...

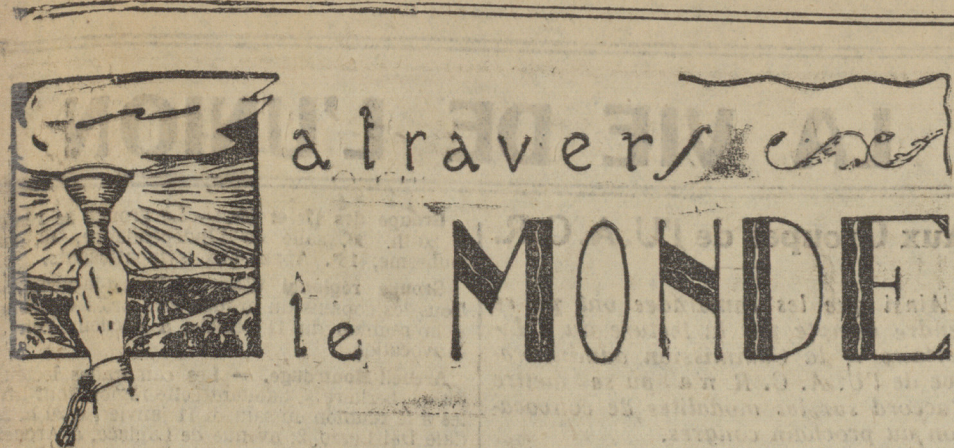
Le Romanichel.

A L'EXEMPLE DE COLOMER...

L'Humanité de dimanche nous annonce à grand fracas que Vaillant-Couturier dénonce la « manœuvre démagogique du Soir et du Populaire ».

Du fond de sa retraite forcée — où il s'efforce de rétablir sa santé, fortement ébranlée — notre camarade affirme qu'il ne permettra pas que l'on recommence avec sa personnalité d'écrivain la canallerie de l'opération de Daudet, pour mieux cadencer les ouvriers emprisonnés... nous dit le journal du bolchevisme.

Victor Méric, dans le Soir, d'autres dans le Populaire, ont plaidé la cause



EN ITALIE

L'affaire Peretti

Une condamnation monstrueuse a frappé Peretti et son coaccusé, le tribunal militaire de Rome, après l'avoir sept mois détenu au secret, a condamné Peretti à deux ans de réclusion. Tout cela, on le sait, uniquement parce qu'il avait fourni une aide pécuniaire aux familles de prisonniers politiques.

Rappelons brièvement les faits. Peretti, citoyen suisse, résidait à Milan pour se rencontrer avec un nommé Costa qu'il avait chargé de lui acheter un dictionnaire français-italien édité par la maison Bietti. Il avait emporté sur lui tout son avoir, c'est-à-dire environ 1.000 francs, dont, sur la demande d'un camarade, il décida de distribuer une partie à des femmes et à des enfants de prisonniers du fascisme. Ce geste de solidarité n'eut pas le don de plaire aux sbires de Mussolini qui arrêtèrent Peretti, sous prétexte qu'il était venu à Milan dans le but d'organiser un attentat.

La police fasciste tortura le malheureux pendant dix jours dans l'espérance de lui extorquer des « aveux » et le transféra ensuite en prison. Dès le 16 mai, Peretti adressa au consul suisse une lettre qui ne parvint à destination que le 9 juin. Comme rien ne pouvait être établi contre lui, le fascisme, par désir de relaxer sa proie, s'arrangea pour le garder aussi longtemps qu'il était nécessaire à sa police pour fabriquer une apparence de culpabilité.

Cependant la nouvelle était parvenue en Suisse. Les autorités cantonales, gênées, d'une part, par la crainte de déplaire à leur redoutable voisin, et obligées, d'autre part, de concéder l'opinion publique, adressèrent plusieurs demandes au consul de Milan réclamant l'exclusion de Peretti et son retour en Suisse. Mais qu'elles vinssent de l'administration cantonale ou fédérale, ces demandes restèrent de longs mois sans réponse. Quand il connut la conclusion de l'affaire, c'est-à-dire l'odieuse vengeance des agents fascistes, le gouvernement suisse, craignant le scandale de trop vives protestations, parla d'une amnistie qui pourrait bien prochainement réduire à néant l'arrêt du tribunal suisse.

Mais les travailleurs suisses et toute la population laborieuse du Tessin ne sont pas dupes de ces ruses et ont fait preuve de beaucoup d'énergie pour que les autorités suisses pour la défense d'un de leurs citoyens une complicité évidente avec le régime de Mussolini.

De grandes manifestations populaires avaient été organisées en faveur de Peretti avant l'arrêt du tribunal. L'opinion publique poursuivait encore. Dernièrement, un comité formé de différentes organisations de Genève organisa un grand meeting, où les orateurs, vigoureusement applaudis par une nombreuse assistance, flétrirent énergiquement cette nouvelle infamie perpétrée par le fascisme. L'indignation populaire grandit et nos camarades de Suisse s'employèrent à démasquer dans cette affaire le vrai visage du libéralisme et de la démocratie de leur bourgeoisie nationale.

Joignons-nous à eux pour protester contre l'ignominie de cette condamnation.

EN GRÈCE

Le clergé à l'œuvre

L'Eglise grecque vient, à l'occasion de Noël, de lancer une encyclique adressée au peuple et dirigée contre le groupe « Ekpadeftikos Omilos », ainsi que contre la revue « Anagnorisis », coupables de propagande d'idées athées et subversives.

Le groupe « Ekpadeftikos Omilos » est composé de dévotionnels de talent, se donne pour but de réformer la langue grecque dans le sens populaire. Cette propagande pourtant fort anodine et venant d'intellectuels cotés, n'a pas eu le don de plaire à l'Eglise grecque. Celle-ci craint en effet de plus en plus le réveil du peuple grec et cherche à rendre plus tardive possible cette heure fatale pour elle. L'emprise des préjugés religieux encore très puissants en Grèce, tend cependant à s'affaiblir depuis quelques années et sous l'influence de certains groupements, tels ceux mentionnés plus haut. Un autre facteur n'est pas non plus indifférent à cette désaffection du peuple vis-à-vis du clergé. On sait que ce dernier n'a cessé, depuis des siècles, de mener une propagande intense parmi les populations résidant hors de la Grèce. Aujourd'hui une grande partie de ces populations est rentrée en Grèce et la situation est devenue très pénible. Les réfugiés (1 million 500.000) sont dans un complet dénuement et ce ne sont pas les « encouragements » des archimandrites ou autres « érudits » religieux qui soulagent leurs malheureux sort. Ils commencent à s'en apercevoir. Toutes les encycliques seront sans doute de moins en moins utiles, les enseignements de la misère.

AUX ETATS-UNIS

Les bénéfices sanglants des magnats du charbon

Un document, émanant de l'Office des Mines du département du commerce des Etats-Unis et reproduit par *Solidarity*, organe de l'I.W.W., témoigne de la façon dont les grands capitalistes miniers acquièrent leurs fabuleuses richesses : c'est au prix du sang de mineurs, qui, par milliers, tombent victimes des pires accidents. Sans accusier directement les patrons — et pour cause ! — qui n'hésitent pas par avarice, à violer toutes les lois et tous les règlements relatifs à la sécurité des mineurs, l'Office des Mines, inquiet de cette grande perte de vies humaines et d'argent, pense qu'il serait nécessaire d'imposer la pratique et le respect des règlements sur la sécurité.

« En l'espace d'une année, que l'on peut encore considérer comme bonne », dit le bulletin, « les accidents survenus dans les mines de charbon ont causé aux mineurs une perte de journées de travail s'élevant à 106.000.000 dollars, selon le rapport de F. H. Dunny, ingénieur du district, qui fut chargé de procéder à une enquête spéciale à ce sujet. La perte financière annuelle des patrons et employés des mines de charbon, résultant des accidents, est estimée à 188.000.000 dollars. Cette perte représente un taux additionnel de 14 centavos par tonne de charbon produite. »

D'après une statistique, 2.518 mineurs perdirent la vie par suite d'accidents en l'espace d'un an. On évalue le nombre des accidents à 181.300. Les journées de travail perdues pour la même cause, si l'on tient compte des accidents entraînant l'incapacité de travail dont le chiffre s'élève à 117

environ, arrivent donc à un total de 21 millions 218.000 jours par an. Si le montant de l'assurance payée pour les accidents ne représente une neuvième partie des journées perdues, les mineurs perdent annuellement 124 dollars par tête.

La perte des patrons est égale à celle des travailleurs et le même fait se présente dans les mines métalliques où on estime les pertes conjuguées du patron et du salarié, à 31.400.000 dollars par an.

Cependant le patronat réalisait d'autre part d'énormes bénéfices, supporte aisément ces pertes qui, au contraire, lui permettent, avec la complicité des pouvoirs, de réaliser certains bénéfices en ne rembourrant pas les conditions exigées pour la sécurité des travailleurs. Il se moque bien des appréciations formulées par les ingénieurs du gouvernement, sur comme « jours de l'impunité. Aux Etats-Unis, comme partout, ailleurs, les règlements sont faits « y compris » des pauvres bourgeois qui doivent s'y conformer sous peine de subir les rigueurs de la « justice ».

Quant aux capitalistes, ils ont tout loisir d'accumuler leurs richesses au prix de la santé, voire de la vie des travailleurs. Pour répondre à cette exploitation sanglante, les ouvriers de l'I.W.W. incitent les mineurs à forcer eux-mêmes le patronat à respecter les mesures de sécurité nécessaires. C'est, en effet, le seul moyen, susceptible de quelque efficacité.

A ROSARIO

La réaction policière et les politiciens

Depuis déjà quelque temps le capitalisme de Rosario a entrepris une lutte à mort contre les éléments révolutionnaires. Une persécution systématique frappe tous les travailleurs organisés et les anarchistes.

Sous prétexte d'un attentat commis contre le chef de la Police, J. Velaz, plus de cent camarades ont été enfermés dans les cachots humides de la Préfecture de Police, rigoureusement isolés les uns des autres et soumis aux plus odieux traitements.

Le camarade Marquez, fut lâchement frappé. Un « milicien » du Gouvernement, tortura ignominieusement M. Dominguez, qu'il avait trouvé en conversation avec un autre prisonnier, mais tous les prisonniers décrétèrent la grève de la faim en signe de protestation. Dominguez et ses compagnons furent alors enfermés dans des cachots pleins d'eau.

La grève de la faim poursuivie par tous les prisonniers, commença cependant à altérer l'attention du public. La presse bourgeoise elle-même dut en parler et la police se vit, malgré elle, dans l'obligation de relâcher les prisonniers.

Les policiers de toutes couleurs, sentant l'approche des élections, n'ont naturellement pas laissé échapper une si belle occasion de pécher en bon trouble et faire de la démagogie à bon compte.

Le Comité Pro Presos présenta par l'intermédiaire de son avocat, un recours d'*habeas corpus*, réclamant la mise en liberté de tous les emprisonnés dont la détention ne s'est trouvée justifiée en aucune manière, mais le juge Sanllan, sans s'inquiéter de son investiture, refusa tout recours d'*habeas corpus*.

Personne n'ignore que la police obéit aux injonctions du policier démagogue Caballero, le chef politique actuel, est l'ange-dieu de Caballero et que sa tactique policière tend à faire révenir celui-ci au pouvoir. La police obéissant à Caballero, le mouvement révolutionnaire est sérieusement opprimé et les nouvelles ne nous parviennent que difficilement. On sait cependant que tandis que le juge Sanllan refusait le recours d'*habeas corpus*, un médiateur s'efforçait pour obtenir de Caballero la liberté des prisonniers. Ce médiateur n'était autre que Francisco Perez, un pauvre diable qui autrefois s'intitulait anarchiste.

Mais la vaillante attitude des prisonniers ne permit pas à cette comédie de durer. Néanmoins à Rosario la police reste souveraine et il est probable que les persécutions engagées contre nos camarades sont loin de s'arrêter. La liberté de parole n'existe pas. Ajoutons que l'indifférence de la bourgeoisie et de la grande partie des travailleurs permet à la police de donner libre cours à tous ses excès.

L'attentat contre le bourreau Velaz a abouti, comme on le voit, à une nouvelle razzia policière contre les anarchistes. Cela n'est pas pour étonner. Mais d'autre part, les persécutions perpétrées en masse contre nos camarades ne sont pas non plus sans avoir leur répercussion. Puisque c'est le régime de la terreur qui règne à Rosario, les éléments révolutionnaires n'ont guère d'autres moyens de riposter que la terreur.

En France, l'affaire Dreyfus était en sa pleine effervescence. La « Ligue des Droits de l'Homme » venait de se fonder. Sébastien Faure entreprit d'incessantes démarches pour que la Ligue s'occupât de Courtois. Mais celle-ci s'occupait surtout du capitaine.

Cependant Faure n'abandonna pas son ami. Aux premiers jours de février 1900, Courtois apprit qu'il lui était fait remise du reste de son doublement. Mais il devait encore attendre, car l'administration, ni le ministère n'avaient prévu de crédit pour son rapatriement. Il dut donc attendre d'avoir gagné la somme nécessaire pour son voyage avant d'embarquer pour la France.

Finalement, en mars 1900, il put, enfin, quitter les lieux de souffrance. Il arriva au Havre en avril.

Je l'ai rencontré au commencement de la guerre, vers 1916. Ce vieux militant, usé prématurément par les multiples années, s'était laissé prendre aux boniments patriotiques de Gravel, Malat et tutti quanti. Cependant, il gardait un silence attristé et ne blâmait pas ceux qui luttaient contre le carnage. Il s'est éteint en 1917, au moment où il commençait à s'apercevoir du mensonge de la « Guerre du Droit ». Du moins, telle était l'impression, que je gardai d'une dernière conversation que j'eus avec lui peu avant sa fin.

Mais il n'était pas tout à fait à l'ouest, il avait laissé « la-bas » et aux autres qui, depuis, avaient été les rejoindre. Et il rêvait d'un grand mouvement populaire qui les arracherait des mains de leurs bourreaux.

LOUIS LOREAL.

P.S. — J'ai beaucoup pué dans les « Souvenirs du Bague » de Courtois. Ce livre est malheureusement épuisé. Mais les camarades qui ont profité de l'après le bague, du même auteur, dont la Librairie d'Éditions Sociales possède les quelques derniers exemplaires.

GROUPES REGIONAL DE BEZONS
SAMEDI 14 JANVIER, à 20 H. 30
SALLE MAX.
RAMPE DU PONT DE CHATOU
GRANDE REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
SI LA GUERRE VENAIT, QUE FERIEZ-VOUS ?
Orateurs :
PIERRE BESNARD PIERRE LEMELLOUR
de la C.G.T.S.R. de l'U.A.C.R.

Entrée gratuite.

PAGES D'HISTOIRE

LIARD-COURTOIS

(Suite et Fin)

— Ce que vous prenez pour une erreur aujourd'hui, dit-il, peut demain vous apparaître comme une vérité indiscutable. Avant de rendre votre verdict, vous repasserez les faits, vous consulterez vos consciences !

Son allocution produisit une excellente impression sur la salle.

Le jury rend un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes.

Malgré les conclusions déposées par la défense, la Cour passe outre.

Elle statue sur le fond, condamne l'accusé à CINQ ANS DE TRAVAUX FORCES et cent francs d'amende.

Cet arrêt est accueilli par les murmures de la salle.

AU BAGNE

Courtois se pourvut immédiatement en cassation.

Plusieurs quotidiens bourgeois avaient élevé leur protestation contre le monstrueux verdict qui frappait l'anarchiste. Des hommes politiques s'en mêlèrent. Ce fut en vain. Les juges de la Cour de Cassation n'ont ni âme, ni cœur. La solidarité professionnelle passe avant la conscience.

Le pourvoi fut rejeté purement et simplement.

Courtois se refusa énergiquement à signer un recours en grâce. Il devait donc aller au bagne. Il nous conte, tout au long de ses « Souvenirs du Bague », le pénible martyre qu'il eut à subir — en même temps qu'il dépeint les tortures que l'on infligea aux camarades envoyés à la Guyane en vertu des fameuses « lois scélérates ».

J'ai déjà dit, à propos de Girier-Lorion (1) que les transportés libéraux étaient placés sous une surveillance spéciale.

Courtois arriva au bagne peu de temps après le jugement de Cayenne, concernant l'affaire de l'île Saint-Joseph. L'administration pénitentiaire avait renforcé ses mesures de rigueur et pour pouvoir mieux surveiller — et mieux à l'occasion — les anarchistes, avait décidé de les parquer ensembles.

Courtois, on le sait, était peintre décorateur de Cayenne. Il y avait, en outre, Paridaine, Pini, Clément Duval, Jeanne, Régis Meunier, Chevi, Théodule Meunier, Bigel, Monod, Bourgeois, Chericioti, Mallet, Vauthier, Cusset, Rullière, Dupré, puis Ortiz, le fameux condamné du procès des Trente.

C'était, on le devine sans peine, de continues discussions doctrinales. Mais l'harmonie ne cessait de régner entre ces vaillants ; aussi, l'administration plaça-t-elle auprès d'eux des moutons. Ce fut peine perdue.

Un seul devoir se laissait circonvenir, ce fut Ortiz. Un jour, Duval trouva un brouillon de lettre dans lequel Ortiz, écrivant à Bulot, le magistrat qui avait requis dans le procès des Trente, protestait qu'il n'avait jamais été anarchiste. Ce texte siffla fut mis en quarantaine et fut, en définitive, placé dans le service des religieuses.

Courtois, on le sait, était peintre décorateur. Cela lui valut quelques temps d'adoucissement. Il fut, en effet, avec Dupré, désigné et alla sur la « Grande terre » pour la réfection de bâtiments administratifs. Quand le gouverneur Vénigron aperçut que Courtois était anarchiste, il le renvoya aux îles. Cependant, comme il était le seul décorateur, on l'appela souvent pour des besognes dans divers établissements annexes. C'est ainsi qu'il eut à réparer la case de Dreyfus. C'est aussi ce qui lui permit d'assister aux derniers moments de Girier-Lorion.

Enfin, après de multiples avatars, il arriva à l'expiration de sa peine. Le 27 janvier 1899, il était libéré. Mais il apprenait en même temps qu'il devait résider à la Guyane un nombre d'années égal à sa peine.

Quelques jours plus tard, arrive à Cayenne. Il rencontre des amis libérés avant lui. Grâce à sa profession, il trouve rapidement du travail. Il se crée même une modeste situation. Mais sa pensée allait toujours vers la Métropole, où se trouvaient les êtres chers, ses parents, ses amis.

Il tenta donc de s'évader de la colonie. Mais trahi par un concours de circonstances, il est arrêté sur le bateau, ramené à Cayenne, jeté en prison. Inculpé de rupture de ban — ce qui était puni de un à cinq ans de travaux forcés — Heureusement, il fut acquitté par le Tribunal maritime.

En France, l'affaire Dreyfus était en sa pleine effervescence. La « Ligue des Droits de l'Homme » venait de se fonder. Sébastien Faure entreprit d'incessantes démarches pour que la Ligue s'occupât de Courtois. Mais celle-ci s'occupait surtout du capitaine.

Cependant Faure n'abandonna pas son ami. Aux premiers jours de février 1900, Courtois apprit qu'il lui était fait remise du reste de son doublement. Mais il devait encore attendre, car l'administration, ni le ministère n'avaient prévu de crédit pour son rapatriement. Il dut donc attendre d'avoir gagné la somme nécessaire pour son voyage avant d'embarquer pour la France.

Finalement, en mars 1900, il put, enfin, quitter les lieux de souffrance. Il arriva au Havre en avril.

Je l'ai rencontré au commencement de la guerre, vers 1916. Ce vieux militant, usé prématurément par les multiples années, s'était laissé prendre aux boniments patriotiques de Gravel, Malat et tutti quanti. Cependant, il gardait un silence attristé et ne blâmait pas ceux qui luttaient contre le carnage. Il s'est éteint en 1917, au moment où il commençait à s'apercevoir du mensonge de la « Guerre du Droit ». Du moins, telle était l'impression, que je gardai d'une dernière conversation que j'eus avec lui peu avant sa fin.

Mais il n'était pas tout à fait à l'ouest, il avait laissé « la-bas » et aux autres qui, depuis, avaient été les rejoindre. Et il rêvait d'un grand mouvement populaire qui les arracherait des mains de leurs bourreaux.

LOUIS LOREAL.

P.S. — J'ai beaucoup pué dans les « Souvenirs du Bague » de Courtois. Ce livre est malheureusement épuisé. Mais les camarades qui ont profité de l'après le bague, du même auteur, dont la Librairie d'Éditions Sociales possède les quelques derniers exemplaires.

GROUPES REGIONAL DE BEZONS
SAMEDI 14 JANVIER, à 20 H. 30
SALLE MAX.
RAMPE DU PONT DE CHATOU
GRANDE REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
SI LA GUERRE VENAIT, QUE FERIEZ-VOUS ?
Orateurs :
PIERRE BESNARD PIERRE LEMELLOUR
de la C.G.T.S.R. de l'U.A.C.R.

Entrée gratuite.

GHISLAIN & DELOBEL

devant la Cour d'Appel

(Suite de la première page)

Messieurs,

Il est je crois, inutile, que je renouvelle ici les déclarations que j'ai déjà faites devant les juges de la XI^e Chambre en août dernier, mais il faut tout de même, ayant fait appel de leur décision, que j'explique les raisons de mon acte.

En avril 1929, j'ai fait paraître dans le *Libertaire*, un article sur le volume de M. Spéransky, intitulé *La Maison à destination spéciale et j'ai cru devoir le faire suivre de conclusions qui s'imposaient à tout esprit révolutionnaire. On a voulu voir dans ces conclusions une provocation au meurtre, qu'on a fait suivre du motif Dans un but de propagande anarchiste. Ce motif n'ajoute rien au délit que j'ai par ailleurs reproché, car tout ce qui paraît dans le journal Le Libertaire est naturellement fait dans un but de propagande anarchiste.*

Si l'on tient absolument à nous poursuivre pour ce motif, que l'on fasse une nouvelle loi, interdisant toute propagande anarchiste, mais du moment qu'elle n'existe encore pas, nous avons donc le droit légal de faire paraître livres et journaux pour propager nos idées.

Mon avocat parlait de la provocation au meurtre du point de vue juridique. Toutefois, quand en 1915, l'on m'a non seulement provoqué, mais poussé au meurtre de force en me faisant participer au massacre mondial, il a été question de liberté à sauvegarder ; or, je constate aujourd'hui que je n'ai pas la liberté d'exprimer ma pensée sur un fait social vieux de douze années et qui ne pouvait (quelles que fussent les conclusions dont je le faisais suivre) se renouveler, puisque, il n'y a pas dans le monde de puissance assez forte à faire disparaître.

Veut-on me reprocher la violence de mes arguments ? Mais la société bourgeoise est également violente malgré son aspect philanthropique, et si les révolutionnaires emploient la violence ce n'est qu'en état de légitime défense et pour sauvegarder l'intérêt de tous les opprimés.

Si j'avais un passé judiciaire, l'accusation en emparant pour me le reprocher, il faudrait donc qu'elle base ses arguments uniquement sur mes idées de révolutionnaire, lesquelles sont la conséquence des souffrances de mon enfance, de mes observations et de mes lectures.

Dans ces conditions, ma conscience ne me reproche rien et la condamnation des juges de la XI^e Chambre étant une erreur, j'attends sans inquiétude votre sentence, même en confirmant la première, elle doit m'envoyer rejoindre en prison, mon camarade, qui lui s'y trouve illégalement depuis huit mois.

M^e Suzanne Lévy présente la défense de Delobel

M^e Suzanne Lévy s'efforce de démontrer qu'il n'y a pas provocation. Elle cite le traité du juriste Louis Le Poitevin (Livres II, page 568) qui fait autorité en matière politique. D'après ce recueil austère, il faut que la provocation au meurtre soit directe pour qu'elle puisse donner lieu à une action judiciaire.

Or, dans l'article de Ghislain, il est bien dit que les représailles, si elles devaient avoir lieu, ne s'exerceraient qu'au jour du règlement des comptes. Jour, dit-elle, que l'on peut souhaiter ou redouter, mais dont il se serait difficile de prévoir la date exacte...

Il est une autre restriction dans l'article. Ghislain n'a-t-il pas dit que les valets de la bourgeoisie ne seraient battus que s'ils se mettaient en travers de notre route.

Elle rappelle l'infamie de la loi de 1894, loi qu'un Millierand demandait, à la Chambre, qu'on l'interprétât de la manière la plus restrictive.

Terminant, elle plaide l'acquiescement, mais comme elle n'est pas sûre qu'un acquiescement intervienne, à toutes fins utiles, elle demande au tribunal, au cas où il confirmerait la condamnation prononcée en première instance, d'accorder à Delobel la confusion des peines. On sait, en effet, que notre ami Delobel est sous le coup de deux condamnations ; en surcroît de celle pour laquelle il est en appel, il y a celle rendue contre lui lundi dernier à propos de la publication dans le *Libertaire* des déclarations d'Einstein.

M^e Lazarick

Il se défend de vouloir commenter à nouveau la loi.

Ghislain n'est pas prévenu d'un fait bien défini, pour des délits bien caractérisés.

Il prétend qu'il pourrait, si tel était son vouloir, soulever la question de la compétence de la Cour, et demander le renvoi de Ghislain et Delobel, devant le jury.

Il démontre, tout comme M^e Suzanne Lévy, qu'il n'est pas possible de poursuivre Ghislain en vertu des lois de 1894.

La loi de 1894 ne prévoit que « les faits » ; or, Ghislain peut tout au plus être incriminé d'intentions délictueuses...

Peut-on le poursuivre pour une intention ? Il s'élève contre une accusation aussi tendancieuse.

Il rappelle le drame révolutionnaire de 1789.

Il montre aux juges qu'en ordonnant des poursuites aussi stupides que celles engagées à l'encontre du *Libertaire*, ils manquent à l'esprit traditionnel de la Révolution française, Révolution dont ils se disent — eux, magistrats — les héritiers ; Révolution qui se feignent à tous propos de glorifier.

Il leur prouve qu'ils ont été les profiteurs d'une Révolution. Et, ma foi, d'autres n'ont-ils pas le droit, eux aussi, de désirer un changement de régime ?

Est-ce un crime que de se prétendre révolutionnaire ? Avec beaucoup de finesse et d'ironie, il montre aux juges, qu'une confirmation de la peine serait maladroite, qu'elle ferait beaucoup plus de tort qu'un acquiescement à l'ordre social, qu'ils prétendent vouloir défendre...

Après un bref colloque, la Cour renvoie l'arrêt à huitaine.

Sans doute, n'avait-elle pas d'ordres précis et formels.

Il lui faut aviser.

Quelles que soient les décisions du tribunal, nos amis ne le redoutent point. C'est avec dignité qu'ils ont pris leurs responsabilités. Et ce n'est pas les rigueurs du pouvoir qui altéreront leur courage.

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Au seuil de l'an nouveau

Que nous apportera l'année qui commence ? Bien présomptueux qui oserait l'affirmer. Il est toutefois permis de constater — et non sans quelque satisfaction — que l'année nouvelle, à l'encontre de celles qui l'ont précédée, semble s'ouvrir sous de plus heureux auspices. Certes, il convient de ne point se bercer de trop vastes illusions. Les expériences précédentes nous enseignent qu'il est sage de tempérer ses emballements et de ne point confondre desirs et réalités.

Mais, à l'aube de cet an neuf, bien des espoirs sont permis, qui eussent paru vains les années antérieures. Depuis la grande décade de 1920 qui, sous la haute et intelligente direction du parti communiste, a dégénéré ensuite en débacle et a réduit à une impuissance quasi totale le mouvement ouvrier révolutionnaire, celui-ci paraissait plongé dans un marasme profond et voué à une inaction absolue pendant une période indéterminée. Or, voici que la fin de 1929 a vu les prémisses du redressement tant attendu. Peut-on espérer que 1930 verra le réveil ? Doit-être...

Peut-être pas un réveil en fanfare... La classe ouvrière, trompée par ses mauvais bergers, désorientée par les mystères successifs que lui ont fait subir des tactiques ingénieuses des chefs qui se sont imposés à elle, lassée par les abandons, découragée par les trahisons, la classe ouvrière, disons-nous, a besoin de se remettre dans un bain de confiance, elle a besoin de reprendre conscience d'elle-même. Et ce n'est sans doute point cette année que nous la trouverons apte à remonter sur la brèche avec l'allant et l'ardeur qui furent les siens aux époques qui précédèrent et suivirent immédiatement la guerre. Les temps ne sont pas mûrs...

Mais les temps viendront... L'activité et l'orientation nouvelle de nombreux militants et groupements ouvriers semblent en tout cas, en apporter l'heureux présage. On dirait d'un besoin général, dans le monde révolutionnaire, de clarifier la situation, de préciser ses positions, de rompre enfin avec toute espèce de confusionnisme.

Voilà, par exemple, le « noyau » de la *Révolution prolétarienne*, qui se dresse devant nous, une revue syndicaliste révolutionnaire, faisant le bilan de son activité de l'année écoulée et dressant son plan de travail pour celle qui s'ouvre, il est amené à faire cette déclaration concernant l'ancien sous-titre de la revue :

Divers camarades nous avaient demandé au cours de l'année : — Pourquoi ce sous-titre : « Revue syndicaliste révolutionnaire » ? Le mot de communiste est tellement galvaudé aujourd'hui ! D'autre part, ce sous-titre provoque une confusion regrettable autour de votre effort...

— Nous ne pouvons, à chaque numéro, expliquer que notre syndicalisme communiste n'est rien de commun avec le prétendu syndicalisme des prétendus communistes. Pour les communistes, nous sommes des renégats. Pour les non-communistes, nous sommes des communistes masqués. En disant que nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, nous ne faisons que dire la vérité et c'en est une autre qu'il ne peut exister de plus véritables révolutionnaires prolétaires, de communistes plus réels que les véritables syndicalistes révolutionnaires.

Encore que l'on puisse tiquer sur l'expression « notre syndicalisme communiste », regretter qu'elle prête, elle aussi, à confusion et souhaiter qu'il nous soit donné une définition claire et précise de ce qu'elle entend exprimer, nous ne pouvons que nous féliciter de cet effort des camarades de la *Révolution prolétarienne* vers plus de clarté et saluer leur nouveau pas en avant, qui les éloigne d'autant du communisme, s'il ne les en sépare définitivement.

Car, en définitive, le communisme, avec son ensemble du mouvement prolétarien et révolutionnaire, c'est, à l'échelle mondiale, par les ravages qu'il a exercés et qu'il exerce toujours en mesure de commettre, l'ennemi le plus redoutable du mouvement révolutionnaire et du prolétariat lui-même.

C'est pourquoi, nous nous adressons aux militants de la C. G. T. U. et c'est pour tenter de débarrasser le mouvement syndical de la mainmise qu'il y étend de plus en plus lourdement, c'est pour essayer de restituer au syndicalisme, en même temps que sa force et sa vitalité, son autonomie et son indépendance qu'il se fonde la *Crise du peuple*. Ils nous y donnent, eux aussi, l'assurance qu'il y a tout de même quelque chose de changé dans le mouvement ouvrier en 1930. La fondation récente, par les six ex-lus municipaux du parti communiste, du tremplin électoral qu'ils ont symboliquement baptisé « parti ouvrier-paysan », leur fournit l'occasion, dans un editorial bien venu, de fixer leur position à l'égard des partis politiques, au-dessus desquels ils placent l'autonomie syndicale. Ils s'y défendent, en tant que minorité syndicaliste, d'être « l'expression syndicale » du nouveau parti, ainsi que les en accusent ceux qui mieux que nous les confondent avec l'humanité et les oppositionnels de la Vérité trotskyste :

La vérité, c'est que le *Crise du Peuple* organe syndical-révolutionnaire fondé par les militants qui se sont affirmés au dernier Congrès Confédéral contre le rôle dirigeant du parti communiste, n'a pas eu, n'a pas et n'aura pas à suivre la direction d'un parti politique quel qu'il soit et si bien intentionné qu'il se proclame...

Les syndicats ne doivent jamais être liés à un parti quel qu'il soit, sous peine de n'être plus que des syndicats de secte.

Les syndicats doivent rester leur maîtres, leurs maîtres absolus, ils doivent déterminer eux-mêmes, dans l'indépendance la plus complète, leur orientation et leur action.

Le *Crise du Peuple* revendique l'autonomie syndicale contre le parti communiste. Il entend qu'aucun parti ne lui impose une ligne, un principe ni dans les faits. Si le parti ouvrier-paysan le faisait, le *Crise du Peuple* revendiquerait l'autonomie syndicale contre lui.

Nous avons, certes, déjà entendu, de la bouche des mêmes hommes, d'identiques paroles aux temps héroïques où les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires s'opposaient, seuls, aux premières atteintes que portaient les communistes à l'indépendance syndicale. Parmi ces communistes, se trouvaient ceux qui se dressent aujourd'hui contre ce que nous dénonçons naguère. Ils nous affirment qu'ils ont su tirer la leçon et qu'ils la « retiennent bien » des événements qui ont conduit le mouvement syndical à la situation catastrophique présente.

La leçon a été assez

TRIBUNE SYNDICALE

La G. G. T. et les Assurances Sociales

Un fiasco de plus à épingle

S'il avait fallu, pour nous, l'apport de quelques faits nouveaux pour prouver l'insuffisance et la décadence de la C. G. T., le C. G. T. qui veut de se tenir au milieu du mois dernier, aurait, au sujet des assurances sociales, amplement suffi à cette démonstration.

Mais, il y a beaucoup de temps que votre opinion est faite. Les communistes que nous apportons sur les faits dominants des assurances sociales, n'ont, et ne peuvent avoir, en l'occurrence, qu'une valeur documentaire. Les échecs et les sottises d'accumulation à l'actif de nos dirigeants confédéraux, et ils n'échappent pas, lui ou l'autre, à l'impitoyable réquisitoire de l'histoire, lorsque le prolétariat aura enfin compris, par une expérience vraiment rationnelle, les conséquences terribles de la méthode et des visées bolcheviques.

Nous sommes de ceux qui pensent que l'application de la loi sur les assurances sociales, commentée par l'histoire de la chose sociale de ce pays. Ce sera un facteur important, fondamental peut-être, d'une nouvelle psychologie ouvrière au milieu de laquelle le syndicalisme aura à se mouvoir. De la façon dont le syndicalisme saura interpréter et canaliser cette nouvelle psychologie, dépend l'avenir du mouvement ouvrier.

Si le patronat a un moment hostile à cette question, s'est vivement ressaisi, il n'en est pas de même des grands stratèges de la Grange-aux-Belles. Le brusque et complet revirement de l'adversaire démontre son empiètement et son activité actuelle en vue de s'intégrer le plus avant possible dans la loi, au point d'en former le corps essentiel, sans certainement les conséquences d'une analyse profonde, et du principe de la loi et du rapport des forces. Il est probable que l'état de confusion du mouvement ouvrier, en l'absence de la formation de grands courants, ont été les propositions primordiales de l'analyse patronale. Et, à vrai dire, il n'était pas besoin non plus pour eux, les patrons, du dégoût de la C. G. T. unitaire, pour dresser un état exact de nos actuelles possibilités d'action. Ils en ont eu, hélas ! assez souvent, l'occasion !

Depuis plusieurs années, la question était posée à l'attention du mouvement ouvrier, et, depuis que les initiatives de la loi, Girard, Chauveau, ont été lancées, le C. G. T. et C. G. T. U. se sont prononcées pour le principe. Dès lors, il n'était plus possible de la rejeter en bloc. Il fallait donc en interpréter les modalités d'application et faire en sorte que cela soit au mieux des intérêts de la classe ouvrière.

La C. G. T., suivant sa tradition unitaire, la trouve dans ce qu'elle est. Elle s'affirme décidée à tout accepter, pourvu qu'il y ait des assurances sociales : c'est du moins ce qui ressort des déclarations de ses principaux responsables lorsqu'ils disent renoncer à toute révision préalable de la loi, de crainte de la voir renvoyer aux calendres grecques. Mais, il faut reconnaître à son actif qu'elle n'a pas perdu de vue l'intérêt et la nécessité de la gestion des caisses par les ouvriers eux-mêmes, et qu'elle a travaillé méthodiquement et patiemment afin de réaliser cet objectif. Elle n'a pas hésité à se lancer dans une chose à se demander c'est, au cas où de nouveaux dispositifs de la loi rendraient impossibles la gestion ouvrière, quelle serait la position de la C. G. T. U.

Car, c'est là, le point sensible de la question ! Nul doute que les dirigeants confédérés ont en envisagé l'éventualité, mais qu'on ne pouvait pas ne pas l'envisager. Les manœuvres de dernière heure du patronat de combat, et la méconnaissance absolue du décret d'administration publique, pourraient réserver des surprises. Nul n'ignore que socialistes et confédérés ont mis sur pied l'objectif, la méthode, une sérieuse propagande électorale pour les uns et des perspectives de recrutement facile pour les autres. Si la bourgeoisie entend garder pour elle seule la gestion des caisses, elle détruit ce qu'elle a fait toutes ces années. Ainsi tournée, la loi, au lieu de devenir un facteur de recrutement et partant, d'émancipation pour les ouvriers, si tant est qu'une loi bourgeoise puisse l'être, constituera une arme redoutable entre les mains du patronat. Elle ne présentera pas aux ouvriers les garanties relatives dont bénéficient les travailleurs d'administrations et d'états de personnel. Nous attendons la C. G. T. au tournant.

Si la C. G. T. U. a accepté le principe, elle en a repoussé la majeure partie des modalités d'application. Pas toutes ; car le système des caisses primaires présente pour elle le même avantage que pour la C. G. T. On nous assure bien que la gestion des caisses ne saurait que favoriser les ambitions de quelques social-fascistes. C'est que, voyez-vous, les communistes ont des visées beaucoup plus hautes. Les « larges masses » seules, les intéressent, et comme ces masses, pour si radicalisées qu'elles soient, sont sous la coupe absolue des patrons, elle entend pénétrer chez ces patrons, leur faire perdre leur influence — déclarations du rapporteur de la question devant le C. C. N.

Cette prétention puérile de dernière heure, n'est en vérité qu'un mensonge grossier destiné tout simplement à masquer le lamentable fiasco de la C. G. T. U., dans la tentative de constitution de caisses primaires.

Depuis près de trois ans, on nous berce avec la formation d'une caisse centrale de solidarité ouvrière. Les statuts avaient été remaniés afin de la faire pénétrer dans le cadre de loi des assurances. Un spécialiste fut désigné pour assurer la bonne marche. Des conférences furent organisées. Des dizaines de milliers, peut-être des centaines, de circulaires et de fiches d'adhésions furent distribuées, lesquelles incitaient formellement les ouvriers à ne pas adhérer, sous quelque prétexte que ce soit, aux caisses patronales, cléricales ou confédérées.

Cette formule, en exergue sur les feuilles d'adhésion, constituait avec la lutte contre le versement ouvrier (ce qui est assez juste) le principe moteur de toute l'agitation unitaire. Agitation menée selon les règles de la maison, c'est-à-dire au moyen du bluff et du grand bruit.

Or, que reste-t-il de tout cela ? Du vent ! Ça peut aller avec les comités d'usine, d'unité prolétarienne, anti-fasciste, la stratégie des grèves et tout le reste. Les communistes affirment maintenant qu'il faut aller dans les caisses de masses. C'est-à-dire, si nous comprenons bien, chez les patrons, les curés, les confédérés, pour que les uns et les autres soient les plus puissants dans une région ou localité, car des caisses unitaires, n'en parlons plus, elles sont mort-nées. Charmante perspective ! Qui nous entraîne inévitablement à la remorque de nos plus grands adversaires car, ne nous faisons pas d'illusion, les

caisses de masse seront les caisses patronales et cléricales, car les confédérés, malgré leur ténacité éprouvée, eux aussi, de grandes difficultés à mettre debout quelque chose de solide.

Mais nous ne marchons pas, et, espérons-le, l'immense majorité des syndiqués unitaires ne marcheront pas non plus. Nous voyons là, la possibilité de réaliser un embryon d'unité à la base, en entraînant dans les caisses confédérées. Nous ne manquons pas l'occasion.

Que les communistes n'aient pu constituer des caisses primaires, cela est fait pour nous édifier ; ils n'ont jamais su réaliser quoi que ce soit, parce que, incapables de s'assimiler la pensée et les aspirations véritables de la classe ouvrière. L'argument qu'ils apportent à l'appui de leur dernière volte-face, n'en est que plus ridicule. Après avoir constaté, une fois de plus, que les masses ne veulent pas les suivre, ainsi qu'ils l'imaginaient, ils ont la prétention de les orienter face aux patrons, dans les caisses de ces derniers, et que les ouvriers eux-mêmes ont choisis de préférence ?

Il est des fantasmes bolcheviques qui sont inoffensives, mais les conséquences de celle-ci peuvent être très lourdes, si lourdes qu'on dirait presque du travail d'agents de la bourgeoisie. Nous préférons croire que ce n'est que de la besogne de grétiens.

UN MINORITAIRE UNITAIRE.

P. S. — Le C. C. N. a vu éclore aussi une nouvelle formule : « Ne plus se baser sur l'augmentation du coût de la vie, pour demander des augmentations de salaires ». Cela est intimement lié à la transformation des luttes économiques en luttes politiques dont nous parlerons dans un prochain article.

Mon point de vue

Depuis plus d'un an, je suis, avec le plus grand intérêt, les différentes discussions qui sont exposées dans cette tribune syndicale, et à la suite de l'invitation que vient de lancer le camarade Desfossés, je tiens à apporter sur cette tribune, mon point de vue humble petit militant de la base confédérale.

Après la triste scission qui devait diviser le beau mouvement syndicaliste en plusieurs fractions adverses, la C. G. T. s'est trouvée privée de ses plus actifs militants syndicalistes révolutionnaires. Parmi les ouvriers et ceux-ci ont toutes sortes de difficultés ; aussi, elle doit entreprendre l'éducation des jeunes membres qui étaient restés dans ces différentes fédérations.

Cette dure tâche d'éducation ouvrière fut entreprise par l'Union des Syndicats de la Seine, dans le courant de l'hiver de 1933, sous forme de cours et d'exposés historiques du mouvement syndicaliste, qui furent ensuite répandus sous la forme d'une forte brochure.

Malheureusement, cette brochure très intéressante n'eut pas la diffusion qu'elle aurait dû avoir parmi la classe ouvrière, la lutte des différentes fractions syndicales qui se combattent mutuellement et l'emprise des partis politiques dans la C. G. T. et la C. G. T. U., jetèrent la confusion parmi les ouvriers et ceux-ci oublièrent la lutte de classe pour la lutte de parti ; l'éducation syndicale fut abandonnée dans la C. G. T., cette dernière suivit le parti socialiste dans toutes sortes de compromissions, telles que la collaboration de classe, la représentation au Conseil National Economique et au C. I. T., et la C. G. T. se trouve dans une situation telle que la grande majorité de ses membres ignore même les bases du syndicalisme.

Je considère pourtant que le seul moyen de réaliser l'unité entre tous les ouvriers des trois centrales syndicales, consiste à rentrer au sein de la vieille C. G. T. pour lui faire reprendre la ligne de conduite qu'elle s'était tracée en 1906 au congrès d'Amiens, et pour arriver à ce but, c'est à nous, camarades syndicalistes révolutionnaires, des 3 C. G. T., d'éduquer les membres de nos syndicats par la parole et par les écrits.

Quant à notre journal confédéral « Le Peuple », nous devons en chasser de la rédaction les politiciens socialistes, tels que Paul Faure, Boncompagni, Barthe et Cie. Je considère en effet que ces gens-là n'ont rien à dire ni à écrire dans le journal de la C. G. T., car ce ne sont ni des travailleurs ni des syndiqués ; notre journal doit servir uniquement aux membres des syndicats comme moyen de défense, de propagande, d'éducation syndicale et de diriger la classe ouvrière vers le seul but de son émancipation, la Révolution Sociale, qui donnera à chacun le maximum de bien-être et de liberté.

Un minoritaire confédéré : R. Gérard.

C. G. T.

Terrassiers. — Réunion de la Section des Terrassiers de Confians-Saint-Honorine, dimanche à 9 h. 30, salle Casson, quai de la République. — Le Délégué : Dichamp.

PANAI ISTRATI

VERS L'AUTRE FLAMME

I. — LA VERITE

II. — LES SOVIETS 1929

Prix chaque 12 fr., franco 12 fr. 25

III. — LA RUSSIE NUE

Prix 15 fr., franco 16 fr. 50

A. I. T. — C. G. T. S. R.

SYNDICAT AUTONOME DES OUVRIERS COIFFEURS DE LA SEINE

Ouvriers Coiffeurs, Coiffeuses, Manucures, Posticheuses, syndiqués et non syndiqués

Pour exiger des salaires suffisants, les 48 heures, plus d'hygiène dans les salons, la semaine anglaise pour les « dimanchistes », les vacances payées, vous assisteront tous au

GRAND MEETING

qui se tiendra le mercredi 15 janvier, à 21 h., Salle des Grèves, Bourse du Travail, Paris.

La grande duperie : les Assurances Sociales y sera dénoncée.

Orateurs :

A. Robinet, Secrétaire des Coiffeurs de Paris.

J. Férmi, des Coiffeurs de Bordeaux

Délégué à la propagande dans le Sud-Ouest.

Andrieux, Rapporteur sur les Assurances Sociales.

Ripoll, de la C. G. T. S. R.

LE LIBERTAIRE

FÉDÉRATION DU MIDI

La Journée de conférences Huart

La Fédération A. C. du Midi avait organisé, pour le mois de décembre, une tournée de conférences sur les sujets suivants : « L'impossible Paix » et : Les lois qui tuent « Femme, ton corps est à toi ! »

Dans la première de ces conférences, il s'agissait de démontrer que, malgré les accords de certaines nations en vue de la paix malgré la S. D. N. et le pacte Kellogg, en dépit de la propagande des ligues pacifistes, la guerre ne pouvait être évitée.

Pourquoi ? Parce que les traités arbitraires de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon portent en eux les germes de guerres nouvelles ; parce que les gouvernements, malgré leurs déclarations pacifistes, dépensent chaque année des sommes énormes, non seulement pour maintenir ou développer leurs armements, mais encore pour perfectionner sans cesse les moyens les plus épouvantables de tuer.

Parce que les contradictions capitalistes se font chaque jour plus aiguës et que, lorsque les moyens de lutte économique auront été épuisés, on aura tout naturellement recouru à la guerre, la guerre fraîche et joyeuse, la guerre providentielle, qui permet d'écouler au prix très fort les produits que la Paix ne peut plus absorber, et qui permet d'écouler au prix très fort les produits que la Paix ne peut plus absorber.

Les guerres économiques des trusts de l'acier, de l'étain et du caoutchouc anglais contre le cuivre américain, du pétrole algérien contre le pétrole américain, des forçats européens contre des colorants américains, la lutte pour la soie artificielle, nous conduisent, inévitablement, à la guerre mondiale.

Que peuvent contre cet épouvantable danger la S. D. N., le pacte Kellogg, les ligues pour la Paix, l'objection de conscience ? Rien.

Rien, parce que la guerre n'est pas une question de sentiment, mais bien une question d'intérêt. Rien, parce que la banque, la S. D. N., le pacte Kellogg, les ligues pour la Paix, l'objection de conscience, ne peuvent rien contre le fait que l'intérêt étouffe toujours le sentiment et que le civilisé moyen se fera allégrement tuer la peau pour défendre une obligation de 500 francs, s'il la possède, et s'il la croit menacée.

La Fédération des Etats-Unis d'Europe ? Machine de guerre contre l'Amérique. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que la production de l'Europe qui, en 1913, tenait de loin la première place dans la production mondiale, est aujourd'hui distancée par l'Amérique et que cette situation empire tous les jours.

Enfin, la guerre sera inévitable lorsque les Etats ne pourront plus supporter le boulet du chômage qu'alourdit chaque jour la rationalisation.

Compter sur l'esprit de paix des peuples ? N'oublions pas que le capitalisme a entre ses mains l'arme qui force l'opinion. La presse, et que celle-ci aura tout fait de transformer l'esprit de paix en esprit de guerre.

La conscience des hommes ? N'oublions pas que Guesde, Jouhaux, Kropotkine, ont cru ou ont fait semblant de croire à la guerre du droit ; or, la prochaine guerre du droit sera celle de la civilisation européenne contre la barbarie américaine.

Les partis ? Ils veulent tous le pouvoir, donc la guerre. Il y avait 101 socialistes à la Chambre en 1914, ils furent tous justiciables.

La guerre est inévitable en régime capitaliste.

Autorité et propriété = guerre. Inévitable encore parce qu'aucun homme ne porte la paix dans son cœur ; les ateliers, les foyers, les groupements, les nations sont divisés par la propriété, toujours plus autoritaire.

Pour supprimer la guerre, il faut supprimer la cause. Autorité et Propriété, incarnées dans le capitalisme. Le moyen : la guerre sociale, la guerre sans merci contre toutes les institutions autoritaires. L'organisation fédéraliste, révolutionnaire et anti-autoritaire du travail sous trois formes : Science, Technique, Manuelle.

Cette organisation doit faire son apprentissage économique et social, pénétrer les secrets du capitalisme, profiter de toutes les possibilités de la guerre sociale, à frapper son adversaire jusqu'à sa complète disparition. Préparer également dans le même temps l'organisation de la société libre.

Préparer une ère de liberté totale, elle se doit à elle-même de rester absolument indépendante de l'extérieur.

Cette conférence fut faite à Bordeaux, Toulouse, Carcassonne, Perpignan, Servian, Alimargues, Nîmes.

Elle ne suscita aucune contradiction sérieuse ; seuls, un jeune patriote à Toulouse et un jeune communiste à Perpignan vinrent apporter leur point de vue.

Pour le jeune patriote, la paix n'est possible qu'à la condition de bien préparer la guerre ! Nous lui fîmes remarquer que, depuis toujours, les gouvernements préparaient la guerre pour avoir — soi-disant — la paix.

La suite ininterrompue des guerres qui ensuivent l'histoire démontre suffisamment la faillite complète de cette formule scélérate.

La contradiction du jeune communiste ne fut qu'un long bafouillage ; nous pûmes cependant saisir qu'il ignorait les contradictions du capitalisme et ne savait abolir le mouvement du syndicalisme révolutionnaire ; il termina en disant que les anarchistes étaient les plats valets du capitalisme ! Cette dernière phrase fut dite avec tant de volubilité que tout le monde fut convaincu qu'elle était apprise par cœur ; en tout cas, elle transporta d'aise les neuf communistes présents.

Nous renvoyâmes ce jeune ignorant à l'école. Tous les auditeurs furent intéressés, attentifs et compréhensifs la gravité de la question, leurs applaudissements unanimes démontrèrent qu'ils étaient pleinement d'accord avec notre conclusion.

Malheureusement, l'assistance ne fut pas aussi nombreuse qu'il était désirable. A Bordeaux, Toulouse, Carcassonne, Alimargues, Nîmes, nous eûmes une centaine de personnes à chaque conférence ; à Perpignan, 400. A Servian, 300.

Vu le peu d'auditeurs, la vente de librairie et les collectes furent très intéressantes, ce qui est un signe certain de l'intérêt porté à la conférence.

La deuxième conférence : Les lois qui tuent. Femme, ton corps est à toi, avait pour but d'attirer l'attention du public, sans distinction d'âge ou de parti, sur la lamentable situation de la femme, tant au point de vue moral que matériel et de créer un courant d'opinion réclamant l'abrogation des lois liberticides enlevant à la femme la liberté de son corps et réprimant la propagande anti-conceptionnelle.

Il s'agissait de démontrer : 1° l'infériorité de la condition de la femme, à quelque classe qu'elle appartienne et à quelque esclavage de la femme travailleuse moderne.

Cela ne fut, hélas ! que trop facile ; 2° qu'au point de vue moral, intellectuel et sexuel, la société bourgeoise refuse toute émancipation à la femme ; 3° Que les législateurs, en édictant l'ar-

ticle 317 du Code pénal, en instituant la triste loi du 1^{er} août 1920, etc., avaient fait preuve de la plus parfaite ignorance ou de la plus profonde hypocrisie.

En effet, pour le législateur, l'avortement est un crime ; mais que le fœtus, pendant sa vie intra-utérine, a déjà une personnalité civile ; il peut hériter, etc. Donc, le supprimer, c'est commettre un véritable assassinat.

A ce raisonnement, nous opposons que, si c'est un crime de supprimer un être qui naît, n'a jamais vu le jour, c'en est un bien plus grand que de laisser vivre à la vie des êtres dont l'existence ne sera faite que de peines et de douleurs et qui accablent encore, par le fait même de leur existence, la misère des foyers où ils naissent.

En ce qui concerne les lois réprimant la propagande anti-conceptionnelle, le législateur a eu en vue de boucher les trous creusés par la guerre. Là encore, nous dénonçons son hypocrisie ou son ignorance.

La vérité, c'est qu'il n'est rien d'autre qu'en France qu'il y ait la mortalité des enfants de moins d'un an atteinte, dans les classes les plus pauvres, des chiffres effrayants. (Statistique de la clinique Baudelocque.)

Au surplus, la loi contre l'avortement n'a jamais empêché les tentatives ; mais elle a été faite dans de telles conditions, tellement désastreuses, que, très souvent, ou la mère meurt avec l'enfant, ou elle reste stérile.

Dans un cas comme dans l'autre, la source de la maternité est tarie. Le législateur n'a donc pas atteint le but qu'il se proposait, ses lois sont criminelles, il faut les abroger.

Il faut accorder aux médecins et aux chirurgiens le droit de pratiquer l'avortement quand celui-ci sera nécessaire soit par l'état physique de la femme (faiblesse, tuberculose, syphilis, etc.), soit par la situation matérielle (chômage, misère, famille nombreuse).

Il faut, qu'en toutes circonstances, la femme soit libre de procéder comme bon lui semble.

Pour que sa procréation soit consciente, il faut permettre l'éducation sexuelle et préconceptionnelle des masses et leur permettre d'abroger toutes les lois empêchant de parvenir à ce but.

Il est donc nécessaire de créer l'agitation indispensable pour atteindre ces résultats. Déjà, la C. G. T. S. R., sur l'initiative du Syndicat des Ardoisiers de Trélazé, a dans ses Congrès et Comités nationaux, pris des résolutions dans ce sens. La Fédération du Midi a lancé la campagne ; il faut que celle-ci se développe et s'intensifie à travers le pays.

Nous savons que la véritable émancipation de la femme — comme celle de l'homme du reste — ne pourrait être que dans une société libre ; or, comme nous le démontrons, il nous faut détruire celle-ci, la cause de la révolution n'aura pas trop de tous ses combattants. Nous ne pouvons donc pas négliger cette partie si importante du prolétariat que constitue la femme. C'est indiquer le devoir éducatif du compagnon vis-à-vis de sa compagne, du père vis-à-vis de ses filles.

Cette conférence fut faite à Lézignan, Narbonne, Coursan, Béziers, Agde, Montpellier, Alès.

Elle intéressa fortement les auditeurs où, cependant, diverses classes de la société étaient représentées, et ne suscita aucune contradiction. Les brochures et ouvrages concernant l'éducation sexuelle se vendirent très bien.

A Lézignan, Coursan, Agde, Alès, une centaine de personnes assistèrent à chaque conférence ; à Narbonne, environ 200 ; à Montpellier de 350 à 400 et à Béziers près de 600 personnes.

Pres de 3.000 personnes ont donc assisté à ces deux conférences ; certes, le chiffre n'est pas élevé ; cependant, vu l'indifférence effroyable de la masse à l'heure présente, c'est quand même un résultat, surtout si l'on considère que les auditeurs ont été très attentifs, que les conférences ont été écoutées dans le plus grand silence et que la vente de la librairie a été très bonne.

Nous avons trouvé le plus précieux concours chez les camarades des groupes qui organisèrent les conférences. A Servian, où il n'existe pas de groupe, le camarade Aimé Michel, secrétaire du Syndicat unitaire, se chargea de former le bureau et de convoquer les auditeurs.

En résumé, la Fédération A. C. du Midi a accompli la de l'excellente besogne de propagande. Cependant, il est évident que les camarades français de la région voulaient bien vaincre leur inertie et apporter leurs efforts au développement des groupes et à la diffusion de l'idée.

LA VIE DE L'UNION

Aux Groupes de l'U. A. C. R.

Ainsi que les camarades ont pu se rendre compte par la lecture du « Libéraire », la Commission administrative de l'U. A. C. R. n'a pu se mettre d'accord sur les modalités de convocation au prochain congrès.

Deux propositions sont donc soumises aux groupes, sur lesquelles ils sont invités à donner leur avis pour le 15 courant :

1° Les camarades Girardin, Lecocq et Mualdès proposent que le prochain congrès soit divisé en deux parties. A la première partie du congrès (2 jours) seraient invités tous les membres communistes autres que les membres de l'U. A. (individuellement ayant montré leur attachement au Libéraire, abonnés, souscripteurs, etc.), et les anarchistes communistes appartenant à l'U. A. A la deuxième partie du congrès (2 jours) ne réunirait que les adhérents de l'U. A. C. R. et déciderait en toute liberté en tenant compte des suggestions et indications apportées par le congrès élargi.

2° Les camarades Boucher, Faucier, Frémont et Ribeyron proposent que le Congrès ne soit ouvert qu'aux délégués mandatés par les groupes de l'U. A. C. R. ayant fait preuve d'activité depuis le Congrès d'Amiens dans la liste figure ci-dessous :

Telles sont les deux propositions sur lesquelles les groupes ont à se prononcer pour le 15 janvier.

Les groupes que la C. A. a décidé de consulter sont les suivants : 5^e, 6^e, 13^e et 14^e ; 1^{er} et 12^e ; 15^e ; 17^e et 18^e ; Béziers ; Bagny ; Lézignan ; Lézignan-Gargan ; Saint-Denis ; Orléans ; Brest ; Amiens ; Saint-Etienne ; Montpellier ; Nîmes ; Saint-Henri ; Narbonne ; Béziers ; Coursan ; Trélazé ; Pezenas ; Marçay-Barcel ; Béziers ; Toulouse ; Lézignan.

Adresser les réponses à Boucher et Mualdès, 72, rue des Prairies.

Commission administrative. — Réunion lundi 13 janvier à 20 h. 30.

PARIS-BANLIEUE

Groupes des 4^e et 12^e. — Réunion de tous les groupes mercredi 15 janvier à 18 h. 15, faubourg Saint-Antoine à 20 h. 30. Ordre du jour : rapport moral et financier, questions diverses.

Groupes des 14^e et 15^e. — Les militants de ces deux arrondissements se réunissent tous les vendredis, à 20 h. 30. Maison des coopérateurs petite salle, 85, rue Mademoiselle (14^e).

C. G. T. S. R.

4^e UNION REGIONALE

Afin d'exposer la situation syndicale du moment et la position prise par l'Union Régionale et la C. G. T. S. R. sur les problèmes économiques et sociaux, tous les travailleurs d'Argenteuil et de la région sont invités au grand meeting qui aura lieu le dimanche 22 janvier à 14 heures du matin, grande salle de la Maison du Peuple, 6, avenue Jean-Jaures, à Argenteuil. Orateurs inscrits : Ripoll, de l'Union Régionale ; Andrieux, de la C. G. T. S. R.

GRUPPE DES AMIS DU « COMBAT » DE PARIS

La réunion du Groupe d'Amis du « Combat » de Paris, aura lieu le lundi 13 janvier 1930, local habituel, à 20 h. 30.

Quelques notes présentées. — Le Secrétaire : Desbats.

Grand Meeting dimanche matin, à 9 h. 30. Maison du Peuple à Argenteuil sur le Syndicalisme fédéraliste.

Orateurs : Andrieux Ripoll.

FEDERATION DU BATIMENT

COMENTAIRES ET MORALITE A DEGAUER DES DERNIERES ELECTIONS PRUDHOMMALES

A toutes les organisations du bâtiment : Unitaires, Confédérées, Autonomes, etc. 5^e Catégorie

Nous manquons à notre devoir, si nous ne dégageons pas des dernières élections Prudhommales à la 5^e catégorie du bâtiment, la moralité de ces élections et les faits qui ont pu tromper les camarades sur la réalité de l'action syndicale de certains candidats inconnus des organisations ouvrières et syndicales d'hier.

Nous disons, que quelle que soit la position que nous prenions sur le mouvement ouvrier, quelle que soit son orientation syndicale, celle-ci a le droit de présenter des candidats pour défendre à la barre des Conseils de Prudhommes l'intérêt des ouvriers.

Ce que nous prétendons, c'est qu'aucune organisation ne peut se targuer d'avoir l'exclusivité et le monopole de la défense des intérêts des gens honnêtes et possédant toutes les combativités syndicales, il y en a dans toutes les organisations, comme il y a le contraire.

Lorsqu'une organisation présente des candidats aux élections prudhommales, il paraît de toute logique que la dite organisation devrait connaître à fond les candidats présentés, non seulement sur leur passé syndical, mais aussi sur certaines déclarations de bluff et de démagogie pouvant piper les suffrages des électeurs mal renseignés.

C'est cependant ce qui s'est produit à la 5^e catégorie qui a eu pour résultat d'envoyer au Conseil des Prudhommes, momentanément du moins, un ancien tacheur, exploitateur d'ouvriers et ayant oublié de payer le salaire dû à quelques-uns d'entre eux.

Quand le nom des candidats briguant le mandat de conseiller prudhomme fut connu, des camarades dont nous avons les noms, vinrent nous trouver et nous firent connaître le passé de tels candidats, ne pouvant croire qu'ils soient assez osés de poser leur candidature à un tel poste.

Nous affirmons que les candidats Evellau avait fait le tacheur à Lille, et n'avait pas payé ses ouvriers.

Si véritablement le fait avait existé, notre devoir, sur l'affirmation de ces camarades, était de le porter à la connaissance de la classe ouvrière. C'est ce que nous fîmes.

Par des affiches apposées sur la voie publique, par des circulaires envoyées à domicile nous dénonçâmes le fait. Aucun démenti ne vint. Dans le dernier numéro corporatif de l'organisation unitaire « L'Emancipateur », nous avons pu lire un article signé Evellau où ce dernier déclare qu'il n'a jamais été tacheur, qu'il a été tacheur à Lille, c'est lui qui a travaillé comme ouvrier pour le compte de Thévenin, tacheur à Lille.

Devant cette affirmation, qu'en effet était vraie, nous nous fîmes passer par des diffamations, nous fûmes accusés de mensonge, nous avons vu l'affirmation des ouvriers, en avoir certitude, et nous avons dû nous défendre de Prudhommes à Lille, si la déclaration des ouvriers était vraie.

Nous ne pouvons mieux faire que de mettre sous les yeux des organisations et des ouvriers de la 5^e catégorie, le jugement qui nous fut rendu de Lille et qui est en notre possession.

Jugement rendu par le Conseil de Prudhommes de Lille au mois de septembre 1922.

« Demandeurs, les ouvriers dont les noms sui-

PROVINCE

Lézignan. — Les amis et sympathisants de Lézignan et environs pourront se procurer « Le Libéraire » au bureau de tabac Lafitte, face au café des Sports.

Montpellier. — Réunion du groupe tous les vendredis à 20 h. 30 au café de la Poste, au boulevard de l'Europe, vente de brochures, abonnement au Libéraire. Prière aux camarades de s'y rendre assidûment.

Groupes d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Moulins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupes de Pezenas. — Le groupe de Pezenas se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Libéraire, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupes de Toulouse. — Le Groupe Bien-Etre et Libéraire prie les